

# Annuaire Eurostat 2004

Le guide statistique de l'Europe

**Données 1992-2002**

## Chapitre 1



COMMISSION  
EUROPÉENNE



THEME 1  
Statistiques  
générales

1

*Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.*

**Un nouveau numéro unique gratuit:  
00 800 6 7 8 9 10 11**

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur suivant: <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/>

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004

ISBN 92-894-4964-0

ISSN 1560-490X

© Communautés européennes, 2004

## REMERCIEMENTS

Les auteurs de *l'Annuaire Eurostat 2004* adressent leurs remerciements à tous ceux qui ont contribué à sa réalisation. L'annuaire a pu être publié grâce à l'assistance et au soutien des collègues suivants:

### **EUROSTAT, OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

#### **Unité A5 — Information et diffusion**

*M. Copers, V. Guillemet, A. Johansson-Augier, G. Kyj, M. Radulescu,*  
avec l'assistance et le soutien des directions suivantes d'Eurostat:

#### **Direction B — Méthodologies et outils statistiques**

B1 Coordination méthodologique (*M. Hahn, M. Léonard, M. Mietzner, L. Sproge, H. Strandell*)  
B2 Gestion informatique — Systèmes d'information (*V. Dreux*)  
B4 Bases de données de référence (*D. Groenez, M. Loos, S. Paganoni, A. Pasqui, O. Stembert*)  
B5 Recherche (*S. Frank, G. Strack*)

#### **Direction C — Statistiques économiques et monétaires**

C2 Comptes économiques (*J.-P. Arnotte, R. Barcellan, I. Kuhnert*)  
C3 Finances publiques et fiscalité (*G. Amerini, P. Borges, G. Thouvenin*)  
C4 Balance des paiements (*L. Biedma, D. Comini, P. Passerini*)  
C5 Prix (*L. Viglino*)

#### **Direction D — Statistiques du marché intérieur, emploi et affaires sociales**

D1 Marché du travail (*A. Franco Lopez, W. Grünwald, A. Paternoster, A. Persenaire*)  
D2 Conditions de vie et protection sociale (*G. Abramovici, I. Dennis, A. Melis, J. Piirto*)  
D3 Entreprises (*P. Feuvrier, M. Hult*)  
D4 Énergie et transports (*A. Gikas, H. Strelow*)  
D5 Éducation et culture (*B. Andrén, E. Kailis, K. Nestler*)  
D6 Santé et sécurité alimentaire (*B. De Norre, D. Dupré, A. Karjalainen*)  
D7 Société de l'information et services (*M. Lumio, H.-W. Schmidt*)

#### **Direction E — Statistiques sur l'agriculture, la pêche, les Fonds structurels et l'environnement**

E1 Statistiques structurelles, agriculture (*K. Duchateau*)  
E2 Statistiques sur les produits agricoles (*G. Mahon*)  
E3 Pêche, développement rural et forêt (*P. Boday, D. Cross*)  
E4 Fonds structurels (*T. Carlquist*)  
E5 Environnement et développement durable (*C. Garland, J. Klein, P. Wolff*)

#### **Direction F — Statistiques des relations extérieures**

F1 Démographie, migration (*F. Bovagnet, D. Thorogood*)  
F2 Commerce international (*A. Berthomieu, C. Corsini*)

**AELE** (*R. Ragnarson*)

**Géonomenclature** (*E. Jouangrand*)

#### **TRADUCTION**

Direction générale de la traduction de la Commission européenne, Luxembourg

#### **OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

## Les statisticiens au service de l'Europe

Le service d'Eurostat . . . . .	9
L'Union européenne dans le contexte global . . . . .	15

Au-devant de la scène: le développement durable . . . . .	25
---	----

1

## Les Européens

La population . . . . .	39
La santé . . . . .	57
L'éducation et la formation . . . . .	73

Le marché du travail . . . . .	85
Les ménages et l'aide sociale . . . . .	93

2

## L'économie

Les comptes nationaux . . . . .	117
Les prix et les salaires . . . . .	137

La balance des paiements . . . . .	149
Le commerce international de biens . . . . .	161

3

## L'environnement

L'environnement . . . . .	167
---------------------------	-----

4

## Les sciences et les technologies

La recherche et le développement . . . . .	181
La société de l'information . . . . .	189

5

## Les secteurs d'activité et les entreprises

Les structures des entreprises en un coup d'œil . . . . .	199
L'industrie et le bâtiment . . . . .	203
Le commerce . . . . .	205

Les marchés financiers . . . . .	207
Les transports . . . . .	211
Le tourisme . . . . .	219
L'énergie . . . . .	223

6

## L'agriculture, la sylviculture et la pêche

L'agriculture . . . . .	233
La sylviculture . . . . .	245

La pêche . . . . .	247
--------------------	-----

7

## Annexes

Glossaire . . . . .	253
Géonomenclature 2004 . . . . .	268
Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne, NACE rév. 1.1 . . . . .	270

Nomenclature des marchandises, CTCI rév. 3 . . . . .	271
Abréviations et acronymes . . . . .	273
Instructions pour l'utilisation du CD-ROM . . . . .	280

8

## L'annuaire Eurostat est un produit combiné

L'annuaire Eurostat 2004 est un produit combiné composé d'un livre et d'un CD-ROM. Le CD-ROM contient l'ensemble des informations statistiques de l'annuaire Eurostat 2004, dont une sélection est présentée dans le livre.

Le CD-ROM est trilingue (allemand, anglais, français). Il contient:

- les fichiers PDF de la version papier;
- plus de 1 000 tableaux statistiques et graphiques. Toutes les données peuvent être aisément extraites des tableaux. Les graphiques peuvent être générés de façon dynamique selon les souhaits du lecteur;
- toutes les informations statistiques générales concernant «Sur le devant de la scène: le développement durable»;
- des liens vers le site internet d'Eurostat pour trouver davantage d'informations, par exemple sur d'autres publications, ou des données plus récentes. Sur son site web, Eurostat fournit un éventail d'informations statistiques qui peuvent être consultées en ligne ou téléchargées gratuitement.

## L'annuaire Eurostat est facile à utiliser

- Les textes introductifs des différentes sections expliquent les principales caractéristiques et la pertinence des informations présentées et donnent une idée des autres données sur le sujet disponibles à Eurostat.
- Le glossaire clarifie les termes et concepts statistiques utilisés.
- Les abréviations et acronymes utilisés sont explicités dans l'encart inséré dans l'annuaire.

## Date d'extraction des données

Les données statistiques présentées dans cet annuaire ont été extraites le 10 mai 2004 et représentent toutes celles qui étaient disponibles à ce moment.

## Ordre et codes des pays

Dans l'annuaire Eurostat, les États membres de l'UE sont classés dans l'ordre protocolaire. Il s'agit de l'ordre alphabétique des noms des pays dans leurs langues respectives.

Dans l'annuaire, les pays sont généralement identifiés par la désignation officielle la plus courte. Si des codes sont utilisés, ce sont les codes ISO à deux chiffres; dans le cas de la Grèce et du Royaume-Uni, ces codes sont, respectivement, EL et UK.

Une liste complète des codes ISO peut être consultée à l'adresse suivante:

<http://www.iso.org/iso/en/prods-services/iso3166ma/index.html>

## Symboles et codes

- non applicable ou zéro réel ou zéro par défaut
- 0 moins de la moitié de l'unité utilisée
- : non disponible
- p valeur provisoire
- e valeur estimée
- s estimation d'Eurostat
- r valeur révisée
- f prévision
- u donnée peu fiable ou incertaine (voir textes explicatifs)
- :u donnée extrêmement peu fiable
- :c confidentiel
- :n non significatif
- b rupture de série (voir textes explicatifs)
- i voir note en bas de page

€ zone représente zone euro. «€ zone», qui n'est pas un symbole officiel, est utilisé ici pour des raisons pratiques.



## Les statisticiens au service de l'Europe

Le service d'Eurostat 9-14

L'Union européenne dans le contexte global 15-24

Au-devant de la scène: le développement durable 25-36

# 1

# Eurostat, clé d'accès à la statistique européenne

1

## La mise à disposition d'informations comparables concernant l'Europe porte un nom: Eurostat

«Eurostat» est synonyme de service d'information de grande qualité fournissant des données statistiques sur et pour l'Union européenne (UE). Utiliser nos données revient à prendre le pouls de la conjoncture actuelle en Europe: nous communiquons les chiffres et faits pertinents nécessaires à la compréhension de cette situation.

## L'annuaire Eurostat: élaboré à l'intention de quiconque s'intéresse à l'Europe

L'annuaire Eurostat permet d'accéder au service d'information d'Eurostat en donnant un aperçu général de l'éventail des données que nous offrons. Il montre comment les chiffres de référence ont évolué au cours des dix dernières années dans l'Union européenne, la zone euro et les États membres. Pour faciliter les comparaisons internationales, certains tableaux contiennent des données comparables pour d'autres pays, notamment les États-Unis d'Amérique.

Les textes d'introduction de chaque section donnent une idée des données dont dispose Eurostat sur le sujet traité et de la pertinence de ces informations. Pour nous, l'annuaire ne se limite pas à une simple collection de tableaux, mais constitue une «porte d'accès» aux statistiques européennes. Nous espérons qu'il suscitera votre curiosité quant aux données offertes par Eurostat.

## Comment obtenir les données voulues?

Une adresse à ajouter à vos liens préférés:  
<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

Eurostat offre sur son site web un large éventail d'informations statistiques que vous pou-



vez consulter en ligne ou télécharger gratuitement:

- des données, accessibles dès qu'elles sont disponibles;
- tous les communiqués de presse d'Eurostat;
- la série *Statistiques en bref*, qui fournit des résumés à jour des principaux résultats d'enquêtes, d'études et d'analyses statistiques;
- toutes les publications d'Eurostat en format PDF. Des informations générales concernant certains sujets sont fournies dans nos publications *Panorama* qui proposent des analyses, des tableaux, des graphiques et des cartes soigneusement élaborés;
- des catalogues;





riques des médias et qui portent sur une sélection de données couvrant l'Union européenne, la zone euro, les États membres et leurs partenaires. Environ 150 communiqués de presse sont publiés chaque année, dont près de 120 concernent les euro-indicateurs mensuels ou trimestriels. Le service «Presse» coordonne également les interviews et les conférences de presse sur les résultats et événements statistiques importants. Eurostat Media Support aide les journalistes professionnels à trouver des données sur toutes sortes de sujets.

Tous les communiqués de presse d'Eurostat sont disponibles gratuitement sur le web le jour de leur diffusion à 11 heures.

Pour de plus amples informations sur les communiqués de presse ou les données d'Eurostat, les journalistes sont invités à contacter Eurostat Media Support [tél. (352) 43 01-33408, fax (352) 43 01-35349, e-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int].

## Pourquoi des données d'Eurostat?

### Égalité de l'information pour une société démocratique

Pour participer activement à une Europe démocratique, il faut avant tout être informé. Les Européens exigent un service d'information de bonne qualité fournissant des données statistiques impartiales, fiables et comparables. Ils veulent pouvoir y accéder facilement et sans exception: aucune information pertinente ne doit être refusée; tous les citoyens et toutes les entreprises doivent pouvoir accéder à l'ensemble des données dans les mêmes conditions. Eurostat et ses partenaires du système statistique européen garantissent la liberté et l'égalité d'accès à des informations complètes sur la situation sociale, économique et environnementale en Europe. À vous d'en tirer parti!

### Impartialité et objectivité: deux piliers de la confiance

L'accès à des statistiques fiables et de bonne qualité revêt une importance croissante dans la société de l'information où nous vivons, et la confiance dans la source des données prend une valeur considérable. La fiabilité des statistiques d'Eurostat est inscrite dans la loi. L'article 285, paragraphe 2, du traité CE stipule que «l'établissement des statistiques communautaires se fait dans le respect de l'impartialité, de la fiabilité, de l'objectivité, de l'indépendance scientifique, de l'efficacité au regard du coût et de la

confidentialité des informations statistiques; il ne doit pas entraîner de charges excessives pour les opérateurs économiques». Ce texte n'a rien d'abstrait pour nous, il constitue le principe fondamental de nos activités quotidiennes.

### Comparabilité grâce à l'harmonisation

Il est plus facile de se comprendre lorsqu'on connaît les conditions de vie et de travail de l'autre. Ce qui est vrai pour les relations entre individus l'est également pour la société dans son ensemble. Pour faire des comparaisons, il faut toutefois disposer de statistiques comparables dont l'élaboration exige l'utilisation d'un «langage statistique» commun.

Ce dernier doit englober les concepts, méthodes et définitions ainsi que les normes et infrastructures techniques. C'est ce que les statisticiens appellent harmonisation et qui constitue la base du système statistique européen. Et c'est la véritable raison d'être d'Eurostat.

1



## Le système statistique européen

Le système statistique européen est constitué par Eurostat et les instituts de statistique, ministères, organismes et banques centrales qui collectent des statistiques officielles dans les États membres de l'UE, en Islande, au Liechtenstein et en Norvège. Les instituts de statistique des États membres collectent, vérifient et analysent les données nationales, puis les envoient à Eurostat qui les regroupe et s'assure de leur comparabilité. Les travaux du système statistique européen portent principalement sur les secteurs relevant des politiques communautaires, mais, avec le développement de ces dernières, l'harmonisation a été étendue à presque tous les domaines statistiques.

Le système statistique européen est un réseau dans lequel Eurostat est chargé de promouvoir l'harmonisation des statistiques, en étroite coopération avec les autorités statistiques nationales. Le comité du programme statistique (CPS) est au cœur du système statistique européen. Il rassemble les responsables des instituts nationaux de statistique des États membres et est présidé par Eurostat. Il examine les actions et programmes concertés à réaliser pour répondre aux besoins d'information de l'UE. Il établit un programme quinquennal qui est mis en œuvre par les autorités nationales et est suivi par Eurostat.

## Une question de disponibilité: un assortiment de données intéressantes et pertinentes

Les données se transforment en éléments d'information dès lors qu'elles sont intéressantes. En matière de disponibilité, Eurostat est à l'écoute de ce qui peut intéresser les gens.

Le programme du système statistique européen n'est pas né du jour au lendemain. Ce dont nous rendons compte a été décidé dans le cadre d'un processus politique bien défini au niveau européen, processus auquel les États membres participent activement. La plupart des enquêtes et collectes de données sont fondées sur des règlements européens qui sont légalement contraignants au niveau national. Lors des discussions politiques et juridiques qui ont abouti aux règlements statistiques européens, une des questions centrales a été la suivante: «Pour qui et pourquoi les données présentent-elles un intérêt?» Chaque règlement statistique doit passer un test critique.

Par ailleurs, le programme statistique européen est constamment révisé. Compte tenu du principe de rentabilité, la production de données devenues moins pertinentes en raison de nouveaux développements est modifiée, voire abandonnée. C'est ce qui fait que le programme statistique ne prend pas des proportions trop importantes et reste moderne.

Nos données valent la peine qu'on les examine.

# Les indicateurs structurels d'Eurostat

## Les indicateurs structurels d'Eurostat: des statistiques d'excellente qualité pour une gouvernance efficace en Europe

Au Conseil européen de Lisbonne, au printemps 2000, l'Union européenne s'est fixé l'objectif stratégique suivant pour la prochaine décennie: devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

Le Conseil a reconnu la nécessité de discuter régulièrement des progrès réalisés dans ce domaine et de les évaluer sur la base d'indicateurs structurels adoptés d'un commun accord. À cette fin, il a invité la Commission européenne à préparer un rapport annuel de printemps sur les progrès réalisés en se fondant sur les indicateurs structurels concernant l'emploi, l'innovation, la recherche, la réforme économique, la cohésion sociale et le contexte économique général ainsi que, depuis 2002, l'environnement.

Pour la première fois en 2004, la Commission a présenté une sélection de quatorze indicateurs structurels à couvrir dans l'annexe statistique de son rapport de printemps 2004 au Conseil européen. Cette liste restreinte a été convenue avec le Conseil. Sa présentation concise permet d'adresser plus facilement des messages politiques et d'exposer les positions des États membres par rapport aux objectifs essentiels de Lisbonne. Conformément à la récente rationalisation des procédures dans le contexte plus large de la stratégie de Lisbonne, il est prévu de maintenir cette liste stable pendant trois ans.

Pour assurer que le public ait accès à la base de données détaillée des indicateurs structurels,



qui continue de jouer un rôle important dans le processus politique de l'UE, Eurostat diffuse l'ensemble complet des indicateurs sur son site web consacré aux indicateurs structurels (<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/structuralindicators>). Des séries chronologiques sont présentées pour l'EU-25 et l'EU-15, l'EU-12, les États membres de l'UE, les pays de l'EEE/AELE, le Japon, les États-Unis et les pays candidats.

La liste complète des indicateurs structurels pour 2004 est donnée ci-après. Les indicateurs de la liste restreinte sont marqués en gras. Tous les indicateurs structurels sont présentés

dans l'annuaire Eurostat. Ils sont identifiés par l'icône suivante [  ] qui figure après l'intitulé des tableaux concernés.

## Liste des indicateurs structurels

### Contexte économique général

#### PIB par habitant en SPA

Taux de croissance du PIB réel

#### Productivité de la main-d'œuvre par personne occupée

Productivité de la main-d'œuvre par heure de travail

Croissance de l'emploi (\*)

Taux d'inflation

Croissance du coût unitaire du travail

Solde public

Dettes publiques

### Emploi

#### Taux d'emploi (\*)

#### Taux d'emploi des travailleurs âgés (\*)

Âge moyen de sortie du marché du travail (\*)

Écart de rémunération entre hommes et femmes (non corrigé)

Taux de prélèvement sur les bas salaires: poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre

Taux de prélèvement sur les bas salaires: piège du chômage

Formation permanente (\*)

Accidents de travail — Accidents graves (\*)

Accidents de travail — Accidents mortels (\*)

Taux de chômage (\*)

### Innovation et recherche

Dépenses consacrées aux ressources humaines

#### Dépenses totales de R & D

Dépenses de R & D par source de financement: industrie, pouvoirs publics, étranger

Niveau d'accès à l'internet: ménages et entreprises

Diplômés en sciences et technologies (\*)

Brevets OEB

Brevets USPTO

Investissement en capital-risque: phase préliminaire, expansion et remplacement

Dépenses consacrées aux TIC: dépenses de TI

Dépenses consacrées aux TIC: dépenses de télécommunications

Commerce électronique: pourcentage du chiffre d'affaires des entreprises provenant du commerce électronique

#### Niveau d'éducation des jeunes (\*)

### Réforme économique

#### Niveaux de prix comparés

Convergence des prix entre les États membres

Prix des télécommunications: appels locaux, appels nationaux et appels vers les États-Unis

Prix de l'électricité: utilisateurs industriels et ménages

Prix du gaz: utilisateurs industriels et ménages

Part de marché du plus grand producteur d'électricité

Part de marché de l'opérateur historique dans les télécommunications fixes: appels locaux, appels longue distance et appels internationaux

Part de marché de l'opérateur principal dans les télécommunications mobiles

Marchés publics

Aides d'État sectorielles et ad hoc

Convergence des taux des prêts bancaires: crédits immobiliers aux ménages, crédits aux sociétés non financières d'une durée allant jusqu'à un an et crédits aux sociétés non financières d'une durée supérieure à un an

Intégration du commerce des biens et des services

Intensité des investissements directs à l'étranger

#### Investissements dans les entreprises

Démographie des entreprises: taux de créations d'entreprise

Démographie des entreprises: taux de survie des entreprises

Démographie des entreprises: taux de cessations d'entreprise

### Cohésion sociale

Inégalité de répartition des revenus (ratio des quintiles de revenus)

Taux de risque de pauvreté avant transferts sociaux (\*)

#### Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux (\*)

Taux de risque de persistance de la pauvreté (\*)

#### Dispersion des taux d'emploi régionaux (\*)

Jeunes ayant quitté prématurément l'école (\*)

#### Taux de chômage de longue durée (\*)

Enfants âgés de 0 à 17 ans dans les ménages sans emploi

Personnes âgées de 18 à 59 ans dans les ménages sans emploi (\*)

### Environnement

#### Émissions de gaz à effet de serre

#### Intensité énergétique de l'économie

#### Volume du transport de fret par rapport au PIB

Volume du transport de voyageurs par rapport au PIB

Répartition par mode de transport du transport de fret

Répartition par mode de transport du transport de voyageurs: part en pourcentage de la voiture

Population exposée à la pollution de l'air par l'ozone et par les particules

Déchets municipaux collectés, mis en décharge ou incinérés

Part des énergies renouvelables (comprenant les objectifs indicatifs)

Stocks de poissons dans les eaux marines européennes

Zones protégées pour la biodiversité: la directive «Habitats»

Zones protégées pour la biodiversité: la directive «Oiseaux»

(\*) Indicateurs désagrégés par sexe.

# L'Union européenne dans le contexte global

## Se faire une idée de la position de l'UE dans le monde

Les données d'Eurostat permettent de faire des comparaisons entre l'Union et d'autres parties du monde. Elles aident à analyser ses rapports avec d'autres pays et zones économiques. Pour situer la position de l'UE dans le monde, cette section présente une sélection de statistiques concernant les domaines suivants:

- la population de l'UE et son évolution par rapport à la population mondiale;
- quelques indicateurs économiques;
- les dépenses pour les technologies de l'information et les télécommunications, ainsi que le pourcentage de citoyens qui ont accès à l'internet à domicile;
- combien d'énergie est utilisée pour produire le produit intérieur brut (PIB) dans les différents pays? L'indicateur «Intensité énergétique de l'économie» fournit la réponse. D'autres indicateurs environnementaux sont disponibles.



## La population mondiale de 1960 à 2002

Population en milieu d'année, en millions de personnes

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002
Monde	3 039,7	3 346,2	3 708,1	4 087,3	4 454,3	4 850,4	5 275,9	5 686,0	6 079,0	6 154,3	6 228,6
Pays développés, dont											
EU-25	910,4	961,6	1 003,2	1 044,9	1 080,8	1 111,5	1 143,0	1 171,8	1 192,0	1 195,7	1 199,1
Japon	378,0	395,1	406,9	418,4	427,0	432,6	439,5	447,1	452,0	452,4	453,1
États-Unis	94,1	98,9	104,3	111,6	116,8	120,8	123,5	125,3	126,7	126,9	127,1
Fédération de Russie	180,7	194,3	205,1	216,0	227,7	238,5	250,1	266,6	282,3	285,0	287,7
119,6	126,5	130,2	134,3	139,0	144,0	148,1	148,1	146,0	145,5	145,0	
Pays moins développés, dont											
Chine	2 129,3	2 384,6	2 704,4	3 042,5	3 373,5	3 739,0	4 132,9	4 514,2	4 887,0	4 958,7	5 029,5
Inde	650,7	715,5	820,4	917,9	984,7	1 054,7	1 138,9	1 206,0	1 262,5	1 271,1	1 279,2
Niger	445,9	495,7	555,0	620,5	687,0	762,4	841,7	922,1	1 002,7	1 018,5	1 034,2
Brésil	39,9	45,0	51,1	58,9	69,6	79,9	92,6	107,4	123,4	127,1	130,5
	71,7	83,1	95,7	108,8	123,0	137,3	151,1	163,5	175,6	177,8	179,9

Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, base de données internationale.

**Parts de la population mondiale de 1960 à 2002**

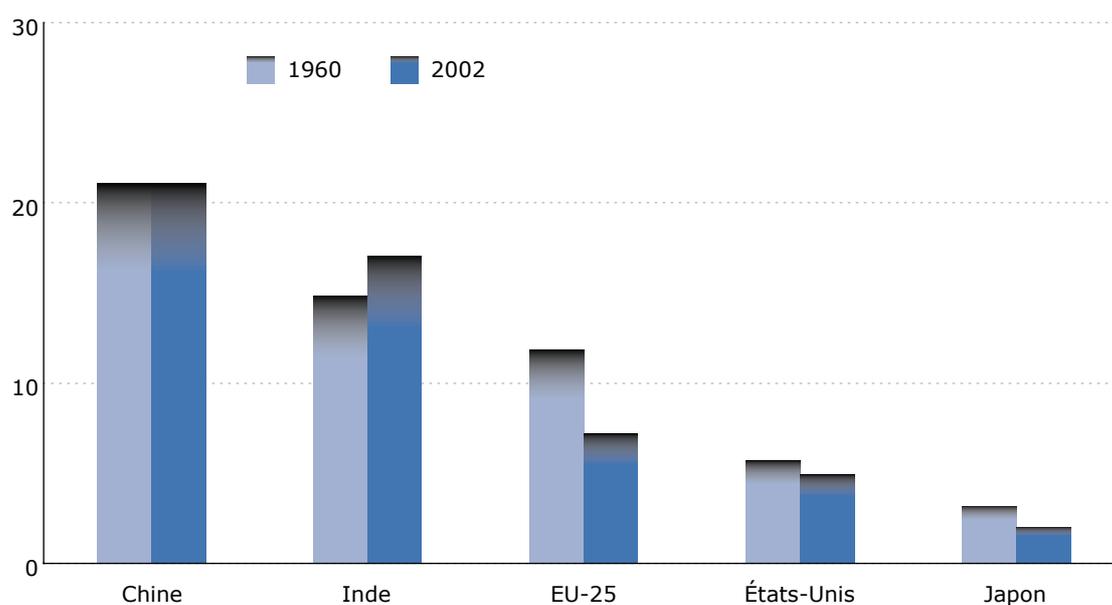
Population en milieu d'année, en %

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002
Monde	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Pays développés, dont	30	29	27	26	24	23	22	21	20	19	19
EU-25	12	12	11	10	10	9	8	8	7	7	7
Japon	3	3	3	3	3	2	2	2	2	2	2
États-Unis	6	6	6	5	5	5	5	5	5	5	5
Fédération de Russie	4	4	4	3	3	3	3	3	2	2	2
Pays moins développés, dont	70	71	73	74	76	77	78	79	80	81	81
Chine	21	21	22	22	22	22	22	21	21	21	21
Inde	15	15	15	15	15	16	16	16	16	17	17
Niger	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2
Brésil	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3

Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, base de données internationale.

**Part dans la population mondiale**

En %

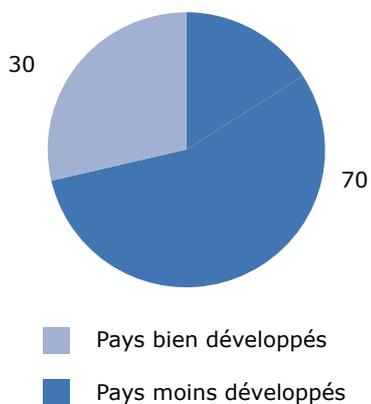


Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, International database.



**Part dans la population mondiale en 1960**

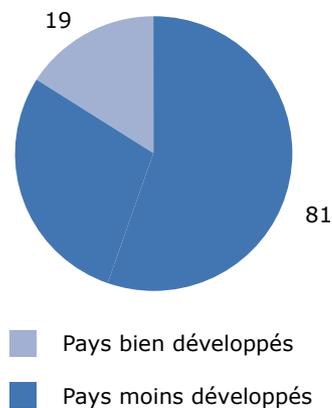
En %



Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, International database.

**Part dans la population mondiale en 2002**

En %

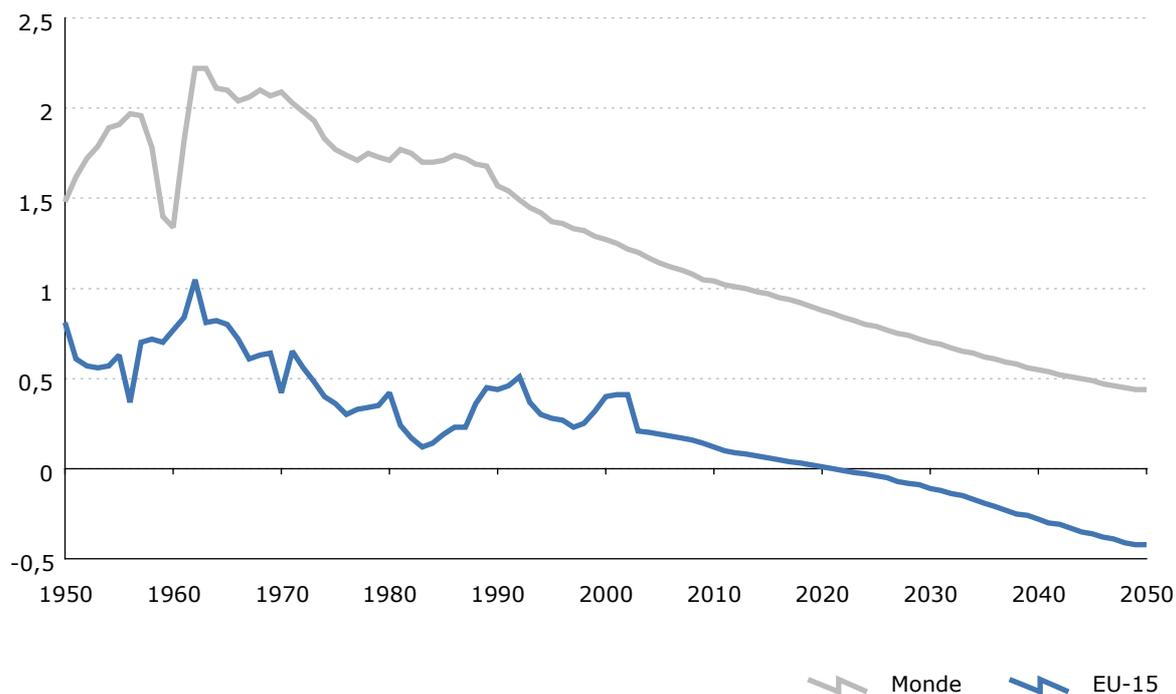


Source (sauf EU-25): US Bureau of the Census, International database.

1

**Évolution démographique totale dans le monde et dans l'EU-15**

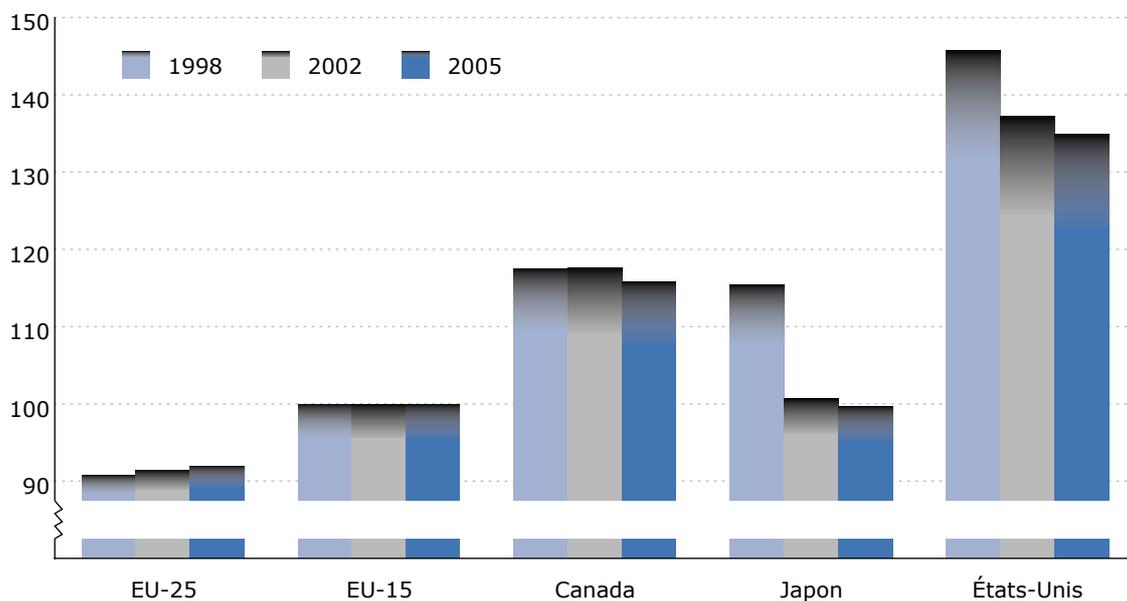
Variation par rapport à l'année précédente, en %



Comprend la prévision.

**Produit intérieur brut par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA)**

EU-15 = 100

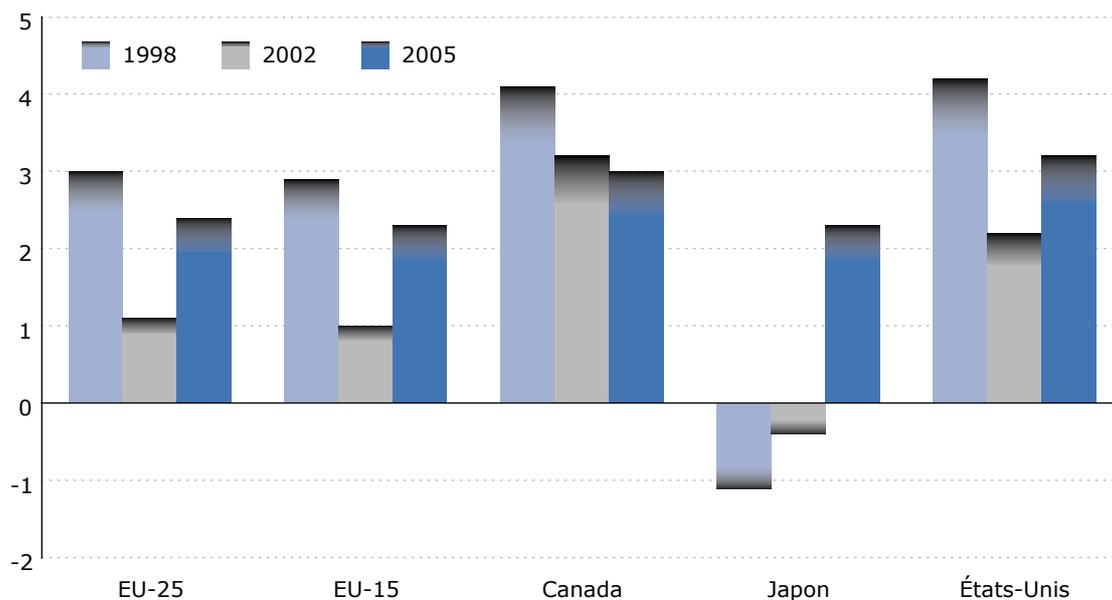


2005: prévisions; 2002 pour le Canada, le Japon et les États-Unis: prévisions.

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur de la situation économique d'une nation. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en standards de pouvoir d'achat (SPA), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, et les calculs par tête permettent de comparer des économies présentant d'importantes différences en taille absolue.

**Taux de croissance du produit intérieur brut**

Variation en % par rapport à l'année précédente; PIB à prix constants (1995)



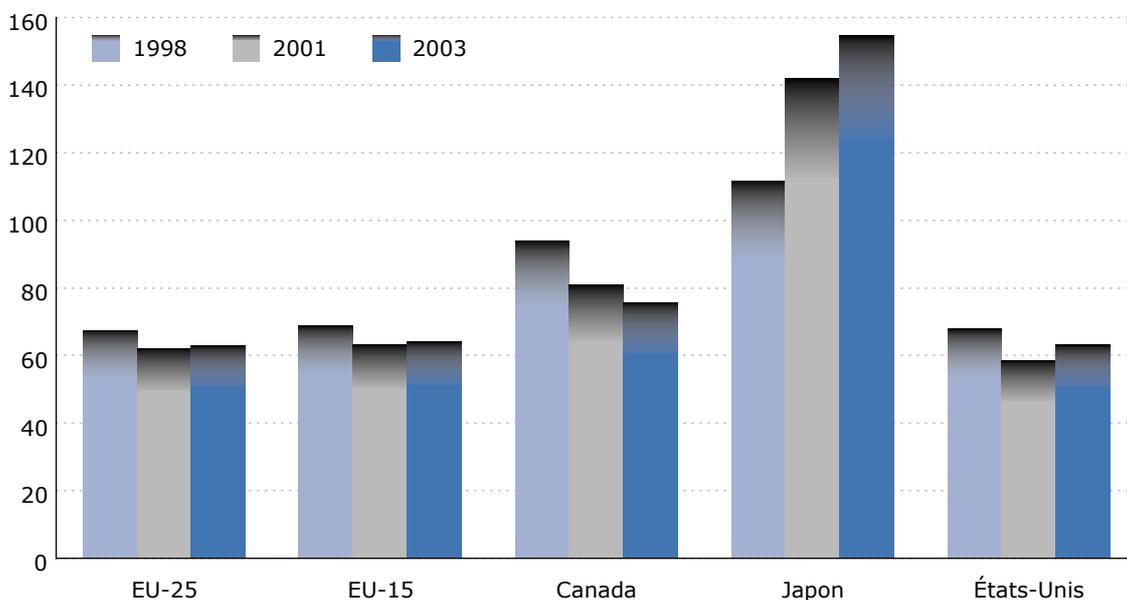
2005: prévisions.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le calcul du taux de croissance annuel du PIB à prix constants est destiné à permettre les comparaisons des dynamiques du développement économique à la fois à travers le temps et entre des économies de différentes tailles. Le taux de croissance est calculé à partir de chiffres à prix constants, puisque ceux-ci donnent les mouvements en volume uniquement, c'est-à-dire que les mouvements des prix ne feront pas monter les taux de croissance.



### Dette brute consolidée des administrations publiques

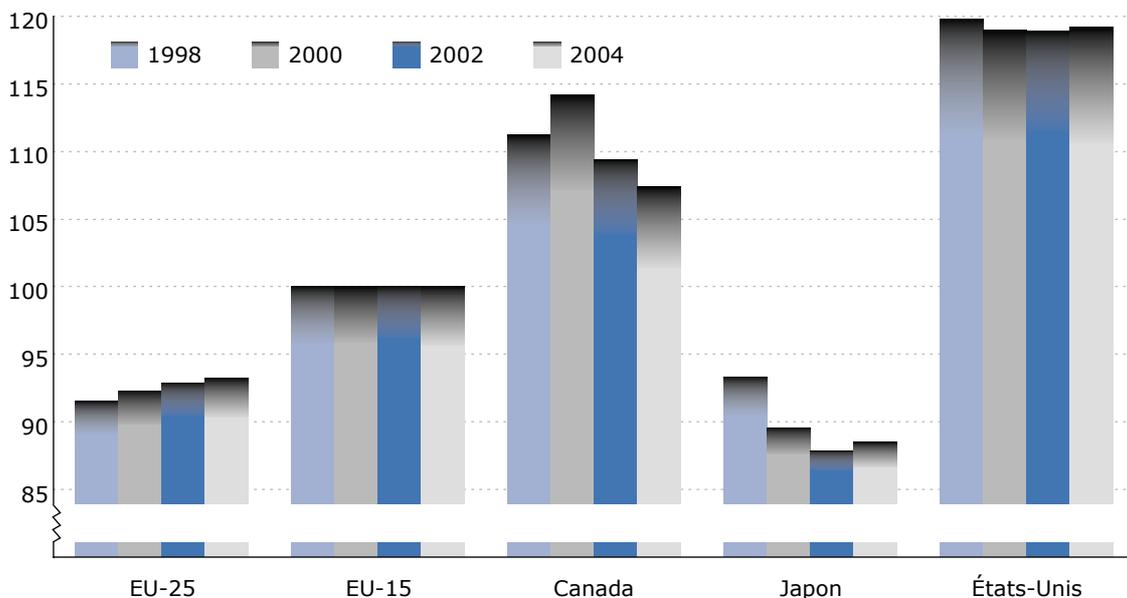
En % du PIB



Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le PIB aux prix courants du marché. La dette est évaluée en valeur nominale (faciale), et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change commerciaux en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne. Les données sont établies sur la base des droits constatés.

### Productivité de la main-d'œuvre

PIB en SPA par personne occupée par rapport à l'EU-15 (= 100)

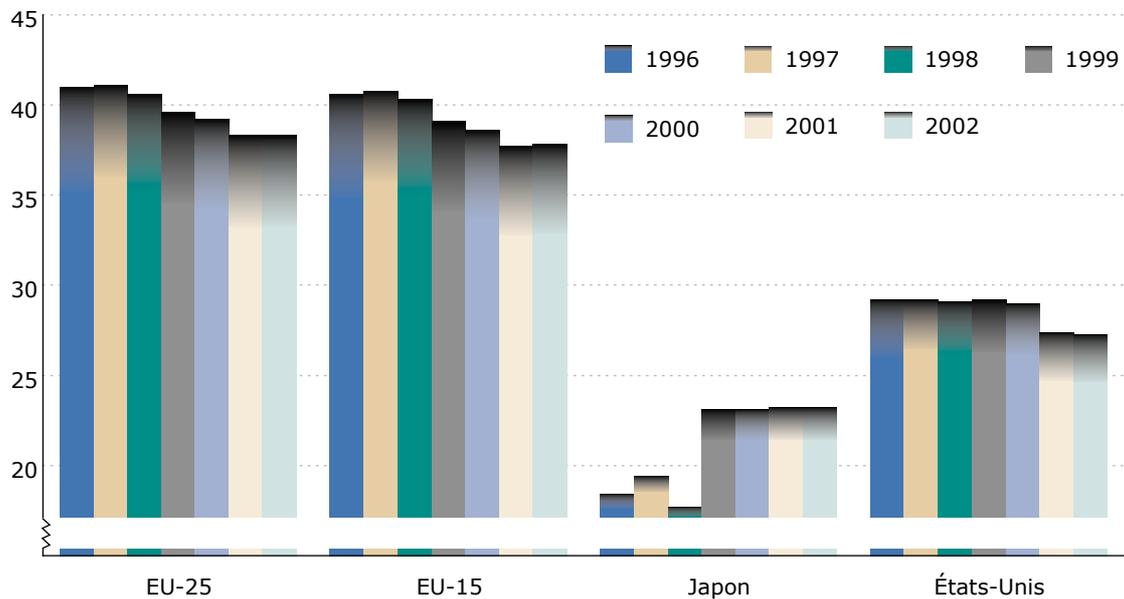


Comprend les données estimées.

Le PIB est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur production. Le PIB par emploi, exprimé par rapport à la moyenne de l'UE (EU-15), donne une impression d'ensemble de la productivité des économies nationales. Si l'indice d'un pays est supérieur à 100, le niveau du PIB par personne occupée pour ce pays est supérieur à la moyenne de l'UE et vice versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Il est à noter que la notion de «personnes occupées» ne fait pas de distinction entre emploi à temps complet et emploi à temps partiel.

**Taux de prélèvement sur les bas salaires**

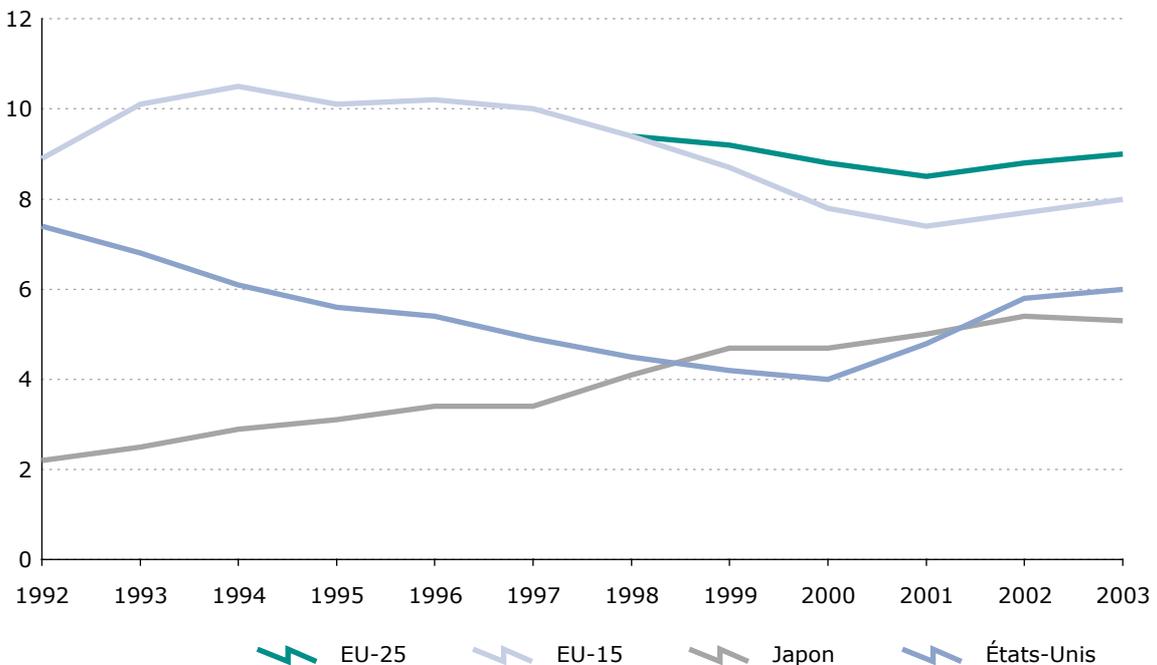
Poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre en %



Le poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre calcule le taux d'imposition de la rémunération brute plus les cotisations de sécurité sociale à la charge du salarié et de l'employeur, puis exprime cette somme en pourcentage du coût salarial total pour ce bas salaire.

**Taux de chômage total**

En %

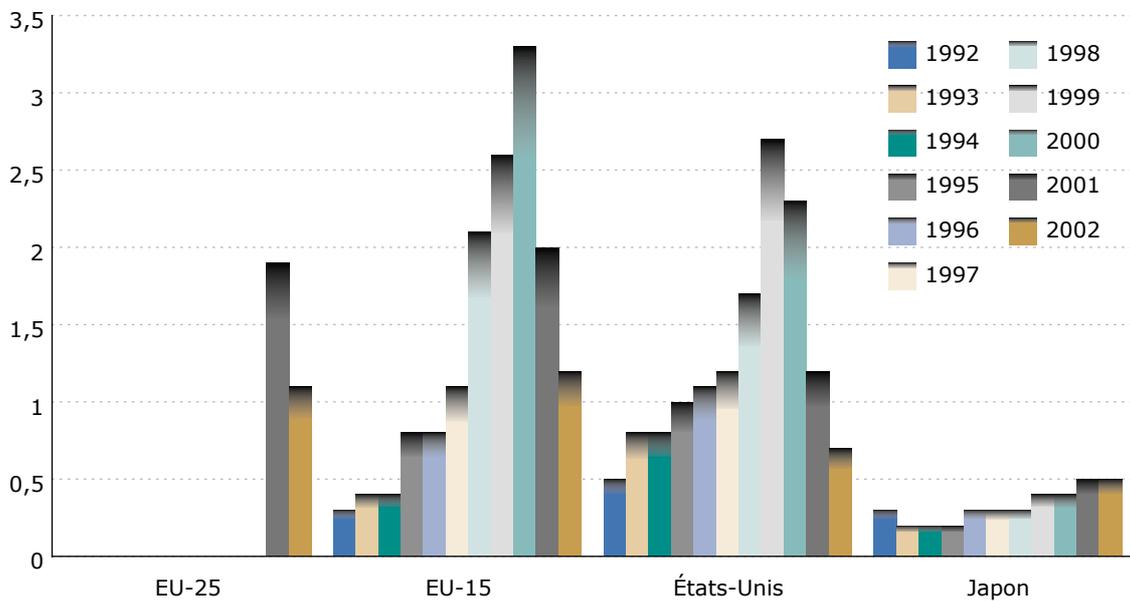


Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs par rapport à l'ensemble des forces de travail. Les forces de travail sont composées des personnes occupées et des chômeurs. Les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans qui étaient: a) sans travail pendant la semaine de référence; b) disponibles pour travailler, c'est-à-dire pour commencer une activité en tant que salarié ou non-salarié dans un délai de deux semaines suivant la semaine de référence; c) à la recherche active d'un travail, c'est-à-dire qui avaient entrepris des démarches spécifiques en vue de trouver un emploi salarié ou non salarié pendant une période de quatre semaines se terminant à la fin de la semaine de référence, ou qui avaient trouvé un travail à commencer plus tard, c'est-à-dire dans une période maximale de trois mois.



### Intensité des investissements directs étrangers

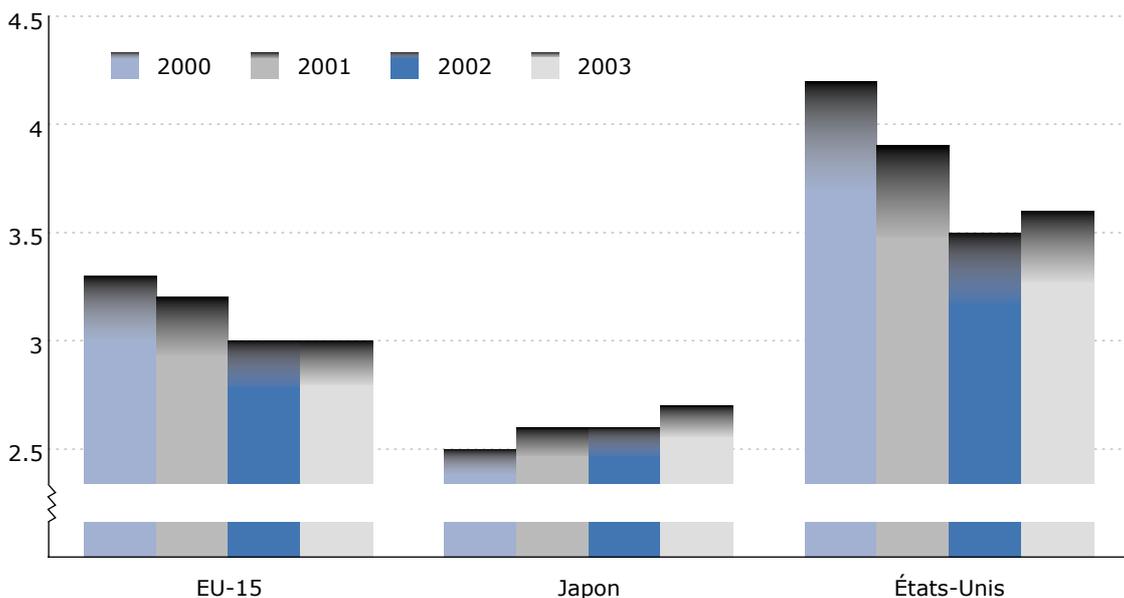
En %



Moyenne des investissements directs étrangers (IDE) entrants et sortants divisée par le PIB. L'indice mesure l'intensité de l'intégration des investissements dans l'économie internationale. On entend par «investissements directs» les investissements internationaux réalisés par une entité résidente (investisseur direct) dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entité opérant dans une économie autre que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct). Les investissements directs comprennent non seulement les transactions initiales entre les deux entités, mais également toutes les opérations en capital ultérieures ayant lieu entre elles et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient dotées ou non de la personnalité morale.

### Dépenses pour les technologies de l'information

En % du PIB

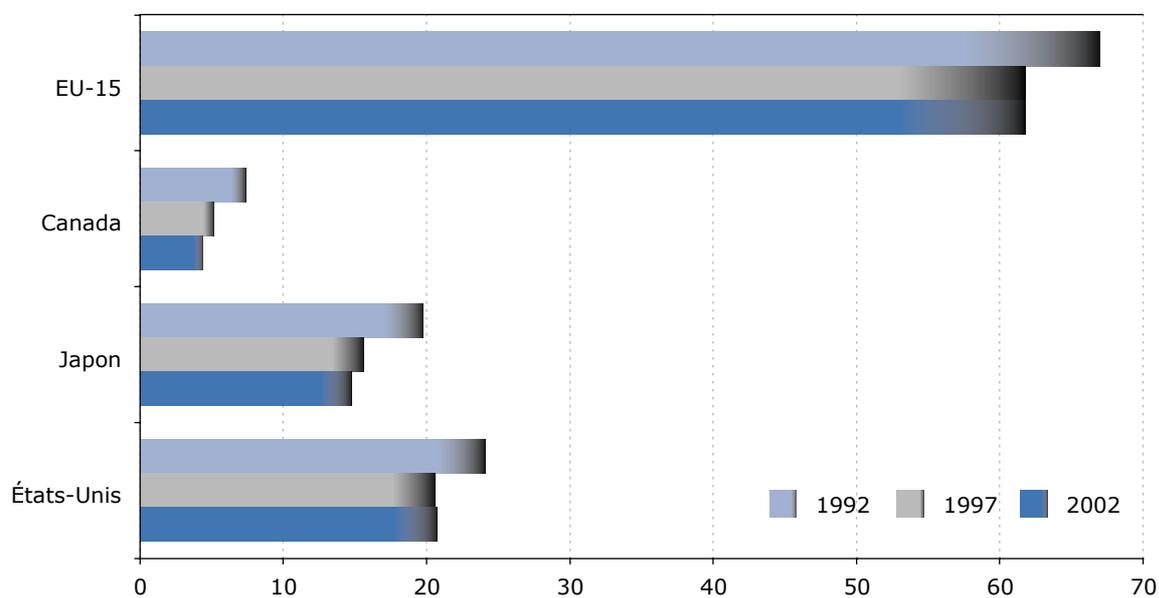


Dépenses pour du matériel, de l'équipement, des logiciels et d'autres services relevant des technologies de l'information (TI) en pourcentage du PIB.

1

**Exportations vers les pays de l'UE**

Part des exportations nationales totales (fob), en %

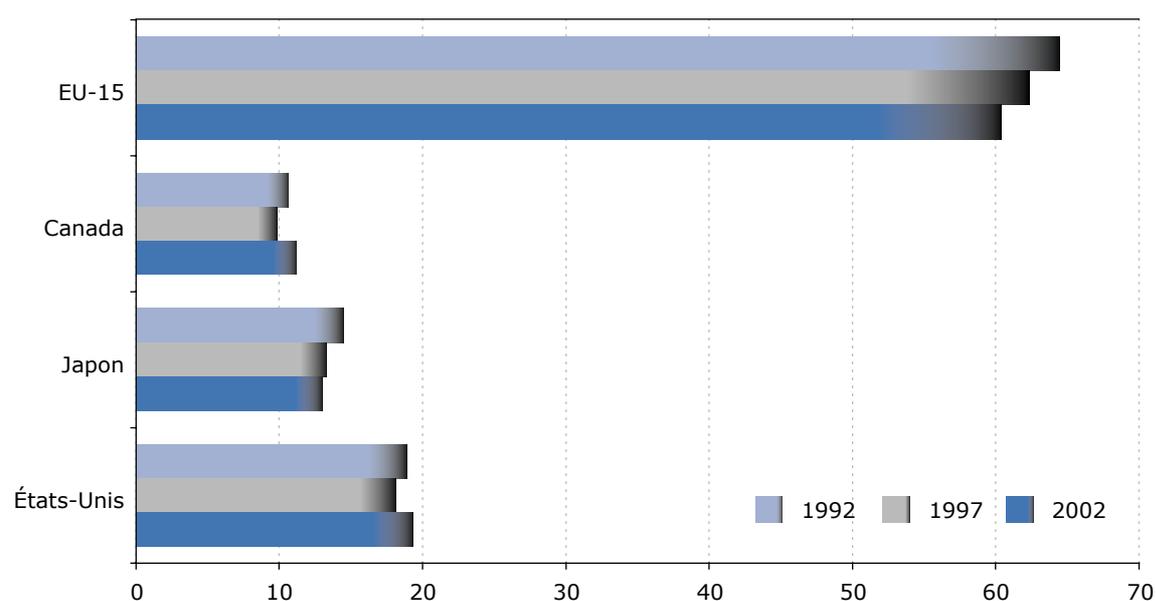


Source: Eurostat, sources nationales, Organisation des Nations unies.

Le graphique montre la part des exportations intra-UE des pays déclarants exprimées en valeur par rapport à leurs exportations totales.

**Importations des pays de l'UE**

Part des importations nationales totales (caf), en %



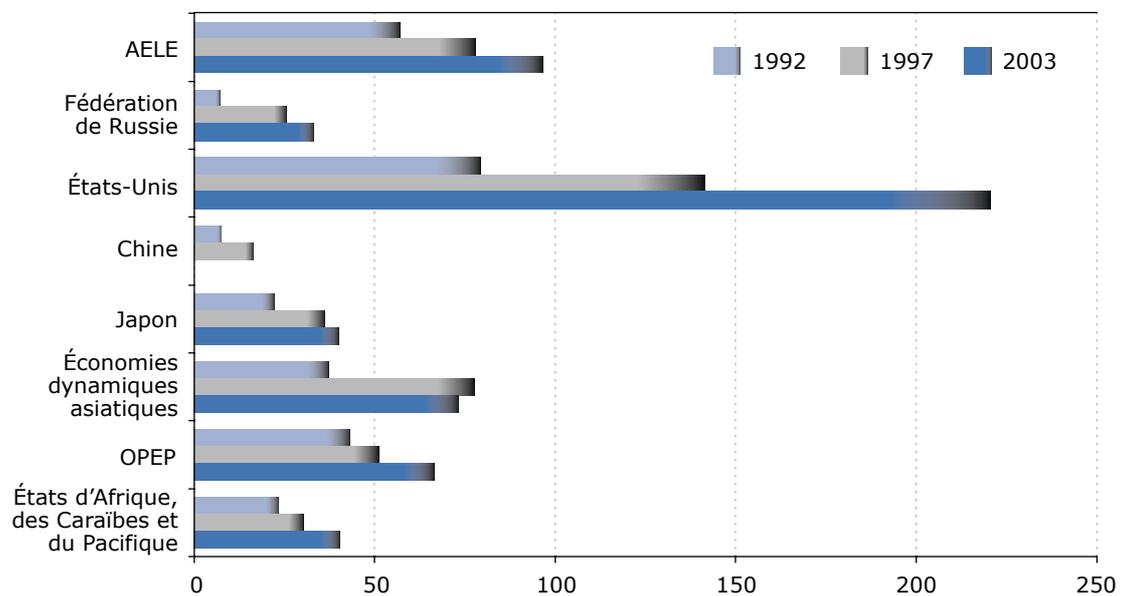
Source: Eurostat, sources nationales, Organisation des Nations unies.

Le graphique montre la part des importations intra-UE des pays déclarants exprimées en valeur par rapport à leurs importations totales.



### Exportations extra-UE — Principaux partenaires commerciaux

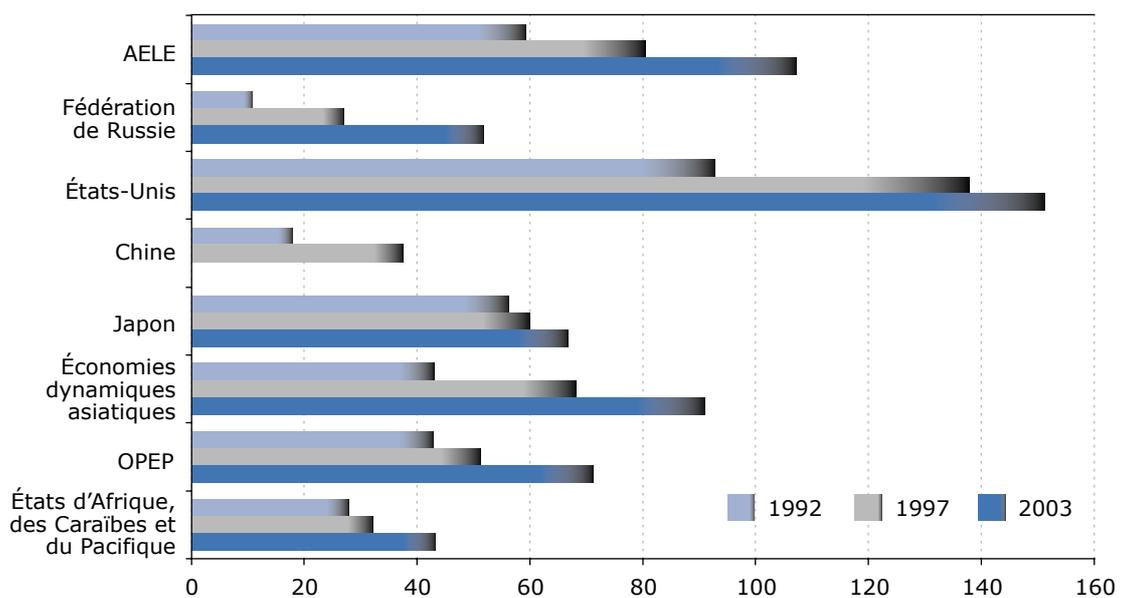
1 000 Mio ECU/EUR



Les exportations extra-UE représentent la valeur des exportations de l'Union vers les principaux pays tiers. Les valeurs sont fob (franco à bord), c'est-à-dire que les coûts de transport et d'assurance en dehors du pays déclarant ne sont pas pris en compte.

### Importations extra-UE — Principaux partenaires commerciaux

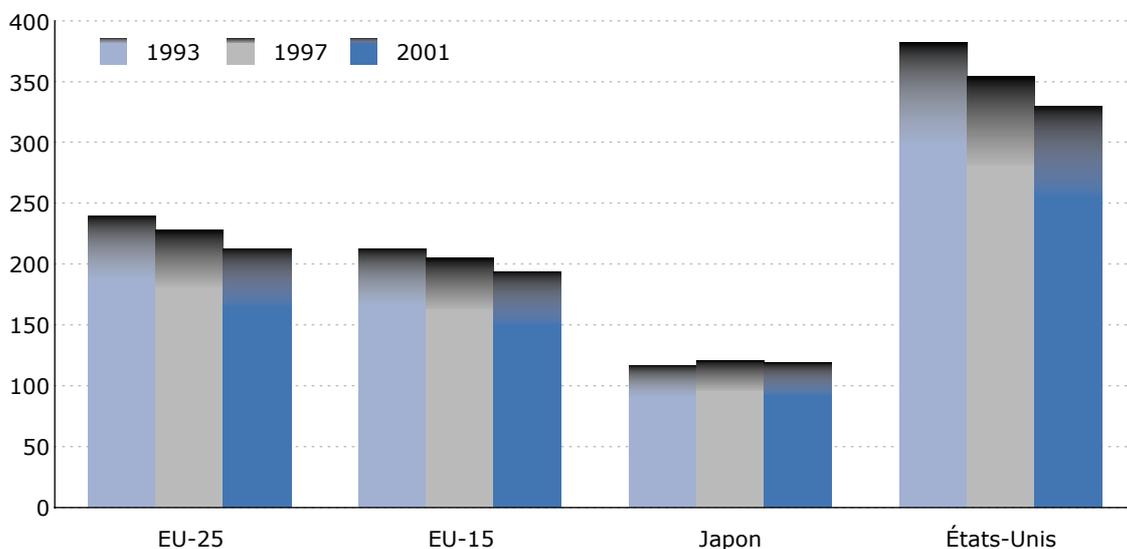
1 000 Mio ECU/EUR



Les importations extra-UE représentent la valeur des importations de l'Union en provenance des principaux pays tiers. Les valeurs sont caf (coût, assurance et fret), c'est-à-dire que les coûts de transport et d'assurance à l'intérieur des frontières du pays déclarant sont inclus.

**Intensité énergétique de l'économie**

En kgep pour 1 000 EUR

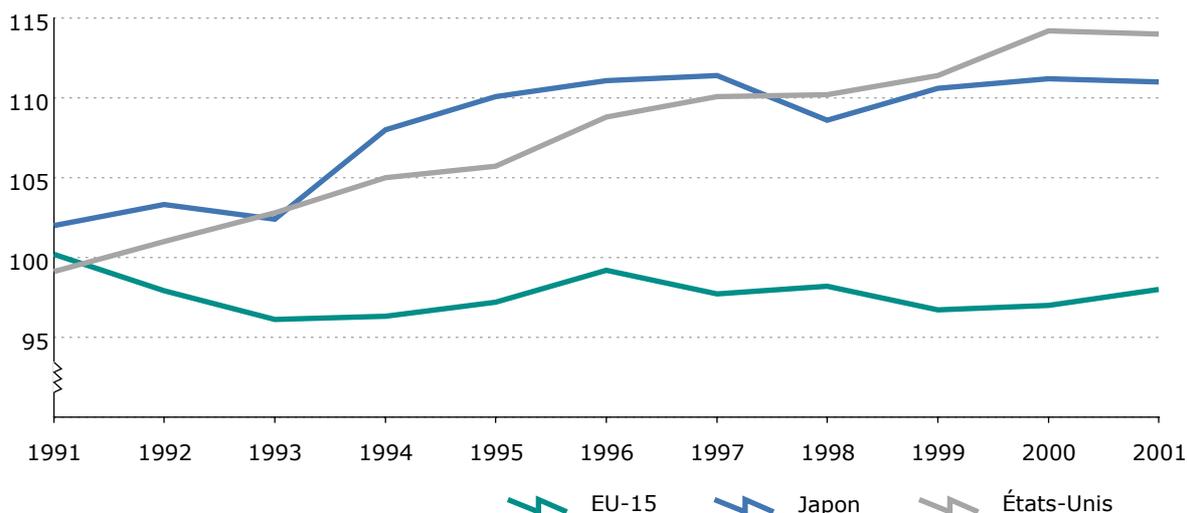


2001 pour l'EU-25 et l'EU-15: valeurs provisoires.

Cet indicateur est le ratio entre la consommation intérieure brute d'énergie et le PIB calculé pour une année civile. Il mesure la consommation d'énergie d'une économie et son efficacité énergétique globale. La consommation intérieure brute d'énergie est calculée comme la somme de la consommation intérieure brute de cinq types d'énergie: charbon, électricité, pétrole, gaz naturel et sources d'énergies renouvelables. Les chiffres du PIB sont considérés à prix constants pour éviter l'impact de l'inflation, l'année de base étant 1995 (SEC 1995). Le taux d'intensité énergétique est le résultat de la division de la consommation intérieure brute par le PIB. Comme la consommation intérieure brute est mesurée en kilogrammes-équivalent pétrole (kgep) et le PIB en milliers d'euros, ce taux est mesuré en kilogrammes-équivalent pétrole par millier d'euros.

**Total des émissions de gaz à effet de serre**

1990 = 100



En vertu du protocole de Kyoto, l'UE a accepté une réduction de 8 % de ses émissions de gaz à effet de serre entre l'année de référence 1990 et la période 2008-2012. Les réductions pour chacun des quinze pays de l'UE ont été convenues au sein de l'accord de partage de la charge, qui permet à certains pays d'augmenter leurs émissions, à condition que celles-ci soient compensées par des réductions dans d'autres États membres. Les pays en voie d'adhésion ont choisi d'autres objectifs de réduction et d'autres années de référence, comme cela était permis au sein du protocole. Ceux-ci et les objectifs de l'accord de partage de charge pour 2008-2012 sont indiqués comme chiffres pour 2010 dans le tableau. Les émissions des six gaz à effet de serre couverts par le protocole sont pondérées par leurs potentiels de réchauffement global (GWP) et agrégées pour donner des émissions totales en équivalent CO<sub>2</sub>. Les émissions totales sont présentées comme indices, avec l'année de référence = 100.

## Au-devant de la scène: le développement durable

1

Le «développement durable» est un concept complexe qui met l'accent sur le besoin de «mieux», plutôt que juste de «plus». Depuis que Gro Harlem Brundtland l'a défini, le premier, comme un développement qui «répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins» <sup>(1)</sup>, il a été critiqué pour son imprécision. Le développement durable n'est cependant pas un objectif fixe, mais plutôt un processus d'évolution qui nous orientera dans la «bonne» direction. Le défi consiste à rendre le concept opérationnel.

Si nous ne connaissons pas précisément la recette pour atteindre un développement durable, nous savons ce qui n'est pas durable. La poursuite du développement durable est donc moins un rapprochement de ce qui est durable qu'un éloignement de ce qui ne l'est pas. Des organisations supranationales comme l'Union européenne ont un rôle important à jouer dans la mise en place d'un cadre politique propice au développement durable.

C'est dans cet esprit que le Conseil européen a adopté, à Göteborg en 2001 <sup>(2)</sup>, une stratégie pour un développement durable, qui a été complétée ultérieurement par l'adoption d'une dimension extérieure — le rôle que l'UE entend jouer pour promouvoir le développement durable à l'échelle planétaire — au Conseil euro-

péen de Séville <sup>(3)</sup>. Cette stratégie a été encore étendue par les engagements de l'UE au sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, en automne 2002. La stratégie de l'UE adopte une approche intégrée et holistique qui vise à trouver un juste équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale. Afin de ne pas perdre le cap, la stratégie se limite à un certain nombre de tendances essentielles qui représentent une menace sérieuse pour notre bien-être futur.

Si le développement durable est perçu comme ayant trois dimensions — économique, sociale et environnementale —, nous pouvons également identifier un certain nombre d'aspects ou de thèmes qui recouvrent ces trois dimensions. Ce sont en fait ces thèmes que les indicateurs de développement durable (IDD) visent à mesurer. L'avantage d'une telle approche est que, plutôt que de mesurer individuellement des aspects économiques, sociaux ou environnementaux, les indicateurs capturent souvent des éléments de deux ou trois des dimensions.

Cette stratégie a été divisée en dix thèmes politiques: le développement économique, la pauvreté et l'exclusion sociale, le vieillissement de la société, la santé publique, les changements climatiques et l'énergie, les modes de production et de consommation, la gestion des ressources naturelles, les transports, la bonne



<sup>(1)</sup> Rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement (rapport Brundtland, 1987).

<sup>(2)</sup> Communication COM(2001) 264 final de la Commission.

<sup>(3)</sup> Communication COM(2002) 82 final de la Commission.

gouvernance et le partenariat planétaire. Pour chaque thème, un ou, parfois, deux indicateurs de développement durable ont été identifiés pour couvrir l'essence ou l'aspect le plus important du thème. Cette section «Au-devant de la scène» présente seulement les tendances des indicateurs principaux, tout en basant l'analyse de ces tendances sur les indicateurs eux-mêmes et sur d'autres indicateurs complémentaires. Cet ensemble plus large d'indicateurs plus détaillés est présenté dans d'autres sections de l'annuaire ou inclus sur le CD-ROM qui accompagne l'annuaire (4).

Bien que bon nombre des indicateurs de développement durable aient été construits à partir de collections de données ou d'indicateurs existants, les statistiques du développement durable constitueront un défi pour les statistiques officielles, car elles nécessitent d'examiner, voire de collecter, de nouvelles données, mais aussi de combiner celles-ci d'une manière différente afin de mesurer les échanges et les liaisons entre les différentes dimensions du développement durable.

### Développement économique — Réformes structurelles et nouveau dynamisme

Le processus de Lisbonne traduit l'ambition de faire de l'UE l'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive au monde d'ici à 2010. L'agenda souligne la nécessité de la

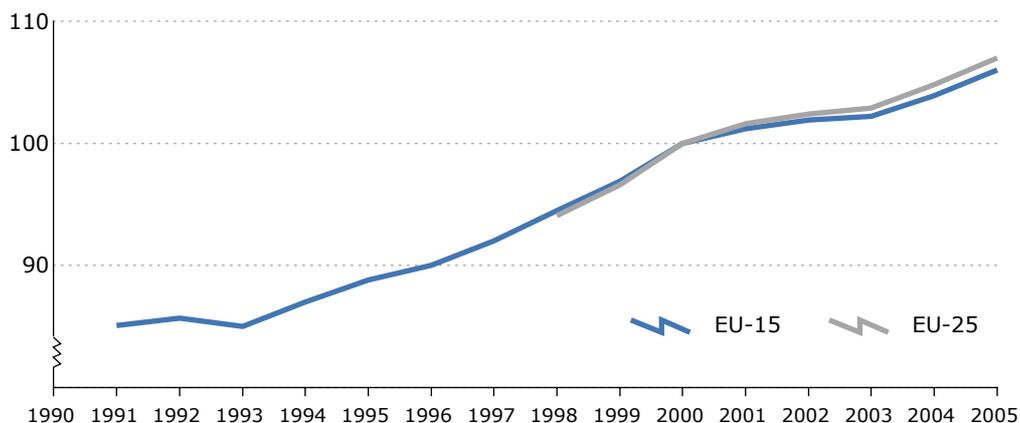
croissance économique, de l'innovation et de la poursuite des réformes structurelles pour maximiser le potentiel de croissance de l'Europe. Simultanément, il reconnaît les besoins de cohésion sociale et de protection de l'environnement.

Le principal indicateur, la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant (5), mesure le dynamisme de l'économie et sa capacité à assurer le bien-être général de la population. Il représente l'élément socio-économique de base dans l'ensemble des indicateurs de développement durable, influant également sur les thèmes sur la pauvreté et l'exclusion sociale, sur le vieillissement de la société, sur la santé publique et sur les modes de production et de consommation. L'accroissement du PIB par habitant augmente généralement la consommation, ce qui a des répercussions sur les changements climatiques et l'énergie, la gestion des ressources naturelles et les transports ainsi que le partenariat planétaire.

Dans l'UE-15, le PIB par habitant a augmenté progressivement au cours des dix dernières années, même si, ces derniers temps, la croissance économique a été inférieure à l'objectif des 3 % (6). Dans les nouveaux États membres, la croissance du PIB par habitant a été considérablement plus élevée que dans l'UE-15, mais à partir d'un niveau plus bas.

L'évaluation du caractère durable du développement macroéconomique examine en outre les investissements, la compétitivité et l'em-

**PIB par habitant à prix constants**  
2000 = 100



(4) La liste des IDD et les travaux de la task-force IDD sont disponibles à l'adresse suivante:

<http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/susdevind/home>

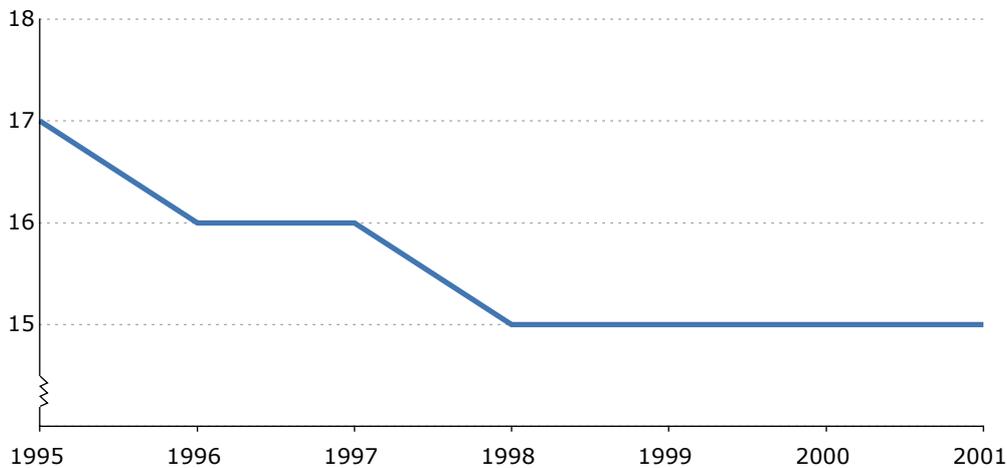
(5) Le PIB est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. L'indicateur se réfère au taux de croissance du PIB par habitant à prix constants (du marché).

(6) Voir la croissance du PIB dans l'UE sur le CD-ROM d'accompagnement.



## Population exposée au risque de pauvreté dans l'UE-15

En %



ploi. Ces thèmes influent également sur l'évolution à long terme des conditions socio-économiques, sur le développement technologique et sur l'orientation vers une production et une consommation plus durables.

### Pauvreté et exclusion sociale — Vers une cohésion plus forte

La pauvreté et l'exclusion sociale ont des coûts sociaux élevés et conduisent à un gaspillage de potentiel humain. Régler ces problèmes est essentiel pour le développement durable des générations présentes et futures. L'un des objectifs de la stratégie de développement durable est donc d'avoir un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté.

L'indicateur principal, la population exposée au risque de pauvreté <sup>(7)</sup>, suit cet objectif et contribue également à l'évaluation de la situation en ce qui concerne le vieillissement de la société, la santé publique et les modes de production et de consommation. Le pourcentage de la population exposée au risque de pauvreté dans l'UE-15 a légèrement baissé au cours des années 90, mais depuis 1998 il se maintient à environ 15 %.

L'évaluation de la pauvreté et de l'exclusion sociale examine en outre la pauvreté monétaire, l'accès au marché du travail et d'autres aspects de l'exclusion sociale. Ceux-ci affectent égale-

ment l'état de santé général, les revenus des personnes de plus de 65 ans et les niveaux de consommation.

### Vieillesse de la société — Mise en évidence de besoins pour le renouvellement de l'économie

Le vieillissement de la société est un phénomène socio-économique complexe qui affecte non seulement les retraités, mais également l'ensemble de la population active et toute l'économie. L'objectif de la stratégie de développement durable est d'affronter le défi démographique et d'assurer l'adéquation des systèmes de pension ainsi que des systèmes de santé et de prise en charge de la petite enfance, tout en maintenant le caractère durable des finances publiques et la solidarité entre les générations.

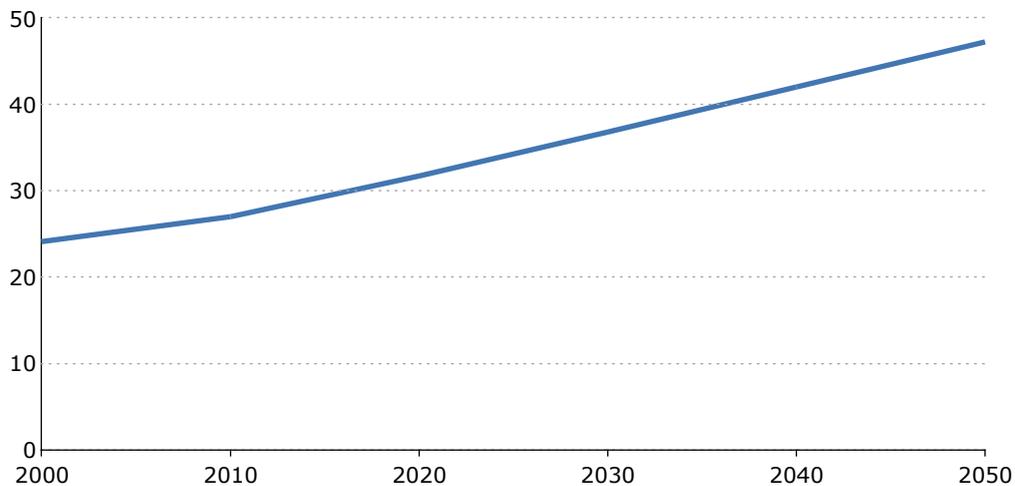
L'indicateur principal, le taux de dépendance «vieillesse» actuel et projeté <sup>(8)</sup>, renseigne sur l'accroissement potentiel de la charge financière liée aux pensions et aux coûts des systèmes de prise en charge des personnes âgées, si des mesures telles que la réforme structurelle des régimes de retraite, l'allongement de la durée du travail, la flexibilité de l'emploi, l'immigration, l'amélioration de la productivité et la promotion du développement technologique ne sont pas prises. Cet indicateur est également étroitement lié aux évolutions dans les thèmes

<sup>(7)</sup> L'indicateur est défini comme la part des personnes ayant un revenu net équivalent total (après transferts sociaux) inférieur à 60 % du revenu médian national.

<sup>(8)</sup> Le taux de dépendance «vieillesse» est le rapport entre le nombre de personnes ayant atteint un âge où l'on est généralement économiquement inactif (65 ans et plus ou 60 ans et plus, selon le contexte) et le nombre de personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans ou de 20 à 59 ans, selon le contexte).

### Taux de dépendance «vieillesse» actuel et projeté dans l'UE-15

En %



sur le développement économique, sur la pauvreté et l'exclusion sociale, sur la santé publique ainsi que sur les modes de production et de consommation.

Selon les tendances actuelles, le taux de dépendance dans l'UE va presque doubler au cours des cinquante prochaines années, passant de 24,1 à 47,2 %. Le changement le plus radical aura lieu en Irlande, où le taux pourrait être multiplié par 2,5 — de 17,4 à 43,6 % —, suivie par l'Italie et l'Espagne, où ce taux pourrait être multiplié par 2,3 et 2,1, respectivement, d'ici à 2050.

Une analyse complémentaire examine l'adéquation des pensions, les changements démographiques et la stabilité financière, qui décrivent les conditions de vie, mais influent également sur la production et la consommation de biens et services.

### Santé publique — Facteur de bien-être mal connu

Une population en bonne santé est généralement considérée comme un élément essentiel du bien-être de la société ainsi que comme un moteur important de la prospérité économique. Les principales préoccupations de la stratégie de développement durable de l'UE et de la stratégie de l'UE en matière de santé ont trait à l'état de santé général des citoyens, aux éruptions de maladies infectieuses et à la résistance aux antibiotiques, au maintien de la sécurité et de la qualité des produits alimentaires, à la gestion des substances chimiques ainsi qu'à la santé et à l'environnement (notamment pour ce qui concerne les enfants), aux inégalités et

à l'efficacité des systèmes de santé, à la santé mentale et aux maladies transmissibles.

L'indicateur principal de remplacement, l'espérance de vie à la naissance, montre le nombre d'années qu'une personne peut espérer vivre si elle est soumise tout au long de sa vie aux mêmes conditions de mortalité qu'actuellement. Cet indicateur sera remplacé par un indicateur sur l'espérance de vie sans incapacité, qui est en cours d'élaboration. Ces deux indicateurs reflètent des conditions socio-économiques et environnementales à long terme qui sont décrites avant tout dans les thèmes sur le développement économique, sur la pauvreté et l'exclusion sociale, sur le vieillissement de la société et sur la gestion des ressources naturelles.

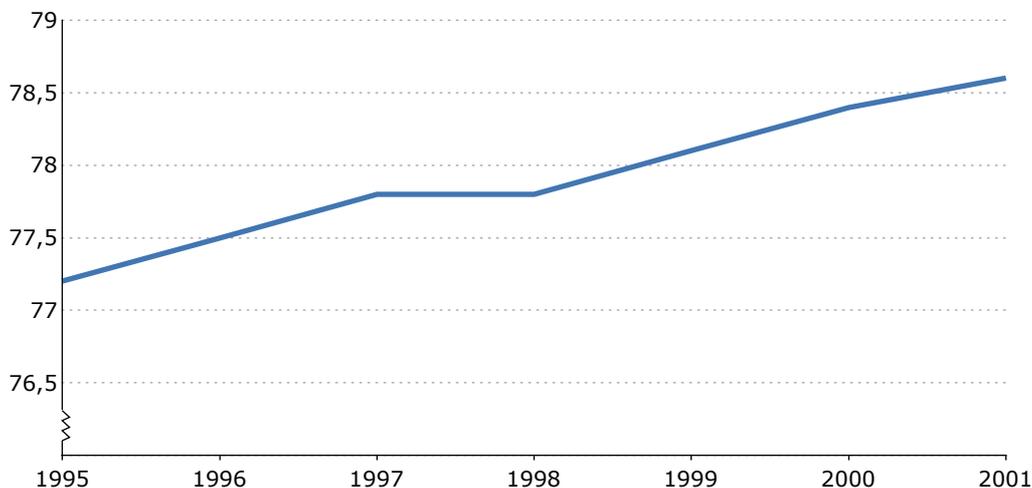
L'espérance de vie à la naissance a augmenté de presque deux ans au cours des sept dernières années. Les situations des hommes et des femmes diffèrent cependant de près de dix ans, et l'écart est encore plus grand dans les nouveaux États membres.

Les évaluations portent en outre sur la protection de la santé humaine et les modes de vie, la sécurité et la qualité des produits alimentaires, la gestion des substances chimiques et les risques pour la santé dus aux conditions environnementales. Ces aspects tendent à refléter l'évolution des conditions socio-économiques, mais également les conditions environnementales et la manière dont la nature est utilisée.



## Espérance de vie à la naissance dans l'UE-15

Années



## Changements climatiques et énergie – Limiter le réchauffement planétaire

L'impact des activités humaines sur le climat est principalement lié aux émissions des six principaux gaz à effet de serre, qui sont essentiellement le fait de l'industrie et de l'énergie, mais également des transports, de l'agriculture et de la gestion des déchets. Les objectifs de la stratégie de développement durable sont de respecter les engagements de Kyoto<sup>(9)</sup> et d'accroître l'utilisation d'énergies propres.

L'indicateur mesurant les émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'objectif de Kyoto<sup>(10)</sup> montre que les réductions faites par l'UE-15 au début des années 90 sont érodées par une augmentation des émissions depuis 2000. La tendance actuelle à l'augmentation des émissions menace la réalisation de l'objectif de Kyoto ainsi que le rythme de réduction continue de 1 % par an. Les objectifs et les années de référence pour les nouveaux États membres diffèrent largement d'un pays à l'autre et ne faci-

lit pas une évaluation similaire de la distance par rapport à l'objectif pour l'UE-25.

Le deuxième indicateur principal concernant la consommation intérieure brute d'énergie<sup>(11)</sup> démontre que la tendance ascendante dans la consommation d'énergie est dominée par une augmentation de l'utilisation de combustibles fossiles<sup>(12)</sup>. Le recours aux énergies renouvelables n'a guère progressé: elles ne représentent toujours que 6 % de l'énergie primaire et 15,7 % de l'électricité, tandis que les objectifs fixés pour 2010 sont de 12 et 22 % respectivement<sup>(13)</sup>.

Plusieurs des autres thèmes comme le développement économique, les modes de production et de consommation, les transports, la gestion des ressources naturelles et le partenariat planétaire contribuent aux changements climatiques. Le réchauffement de la planète peut imposer des changements coûteux dans les infrastructures, les pratiques agricoles, la protection de la santé humaine et les fonctions de l'écosystème.

<sup>(9)</sup> L'UE a ratifié le protocole de Kyoto en 2002. L'objectif de l'UE de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8 % par rapport aux niveaux de 1990 devrait être atteint pour 2008/2012. Le développement durable de l'UE s'est fixé comme objectif complémentaire une réduction moyenne de 1 % par an par rapport aux niveaux de 1990, jusqu'en 2020.

<sup>(10)</sup> Les émissions des six gaz à effet de serre couverts par le protocole sont pondérées par leur potentiel de réchauffement de la planète et agrégées pour donner les émissions totales en équivalents CO<sub>2</sub>. Les émissions totales sont présentées sous forme d'indices, avec 1990 = 100.

<sup>(11)</sup> La consommation intérieure brute est la quantité d'énergie consommée à l'intérieur des frontières d'un pays ou d'une zone.

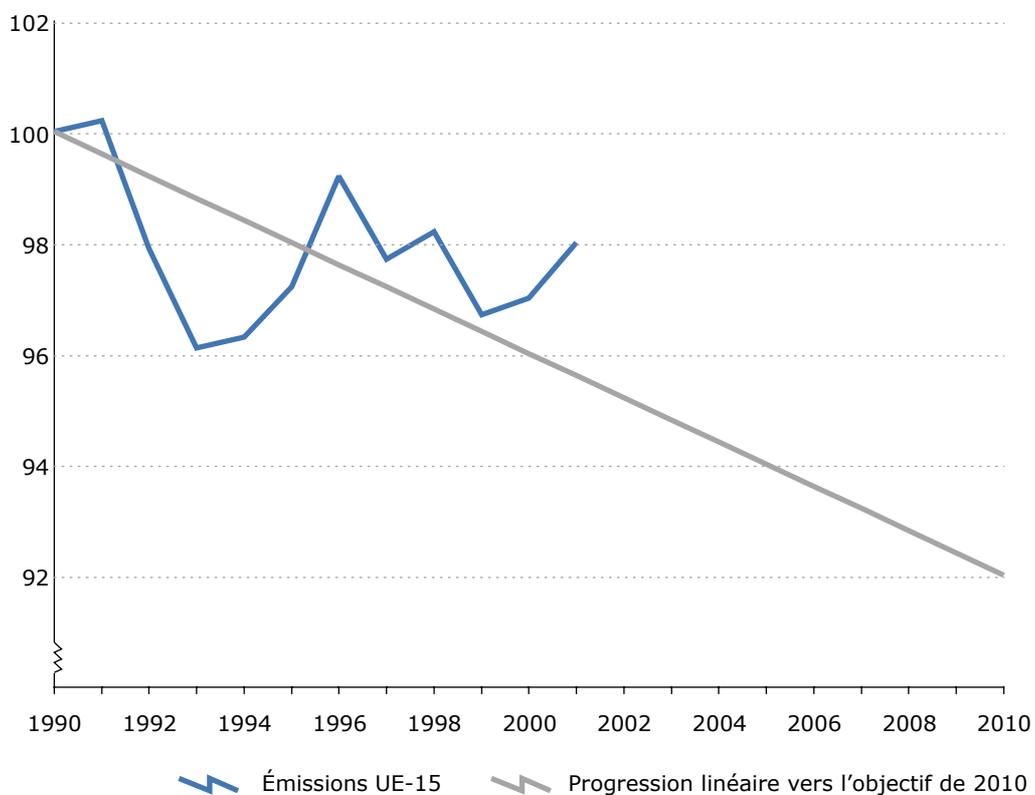
<sup>(12)</sup> Voir les données sur le CD-ROM.

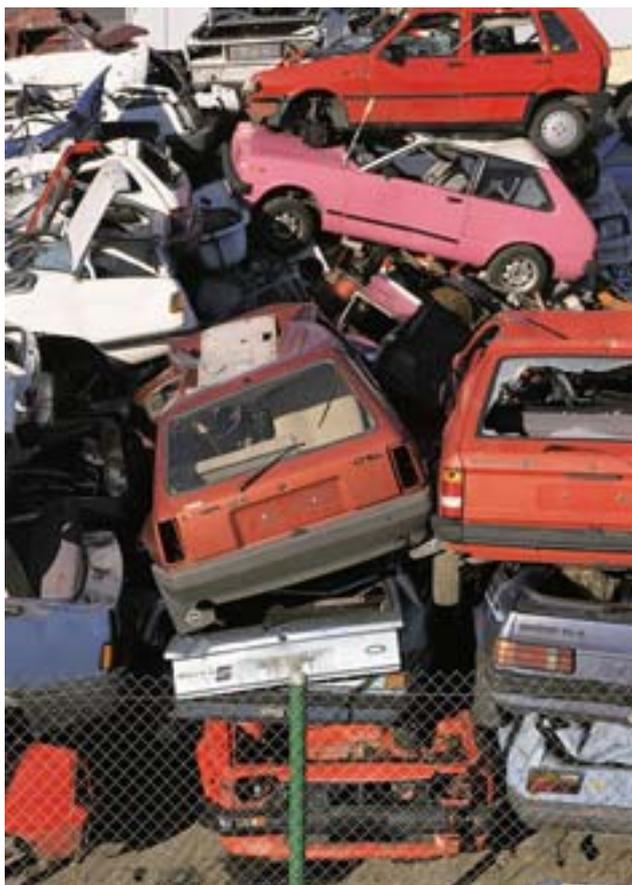
<sup>(13)</sup> Voir les données sur le CD-ROM.

**Les émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'objectif de Kyoto, pour l'UE-15**  
1990 = 100



1



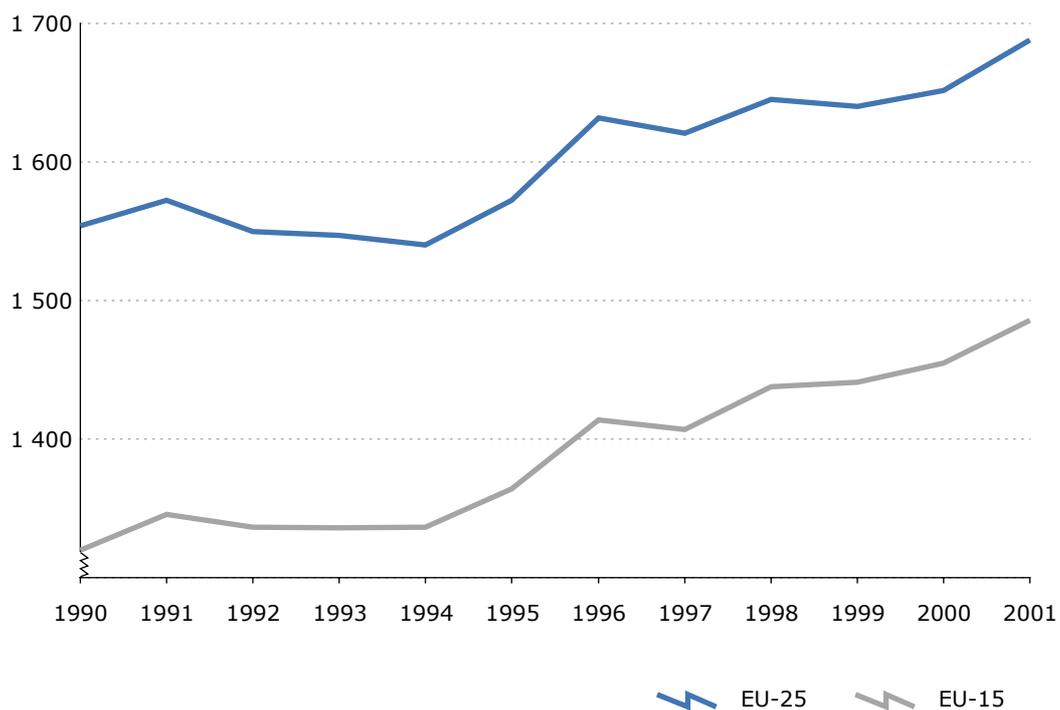


Un exemple pour la consommation de matières (voir au verso).

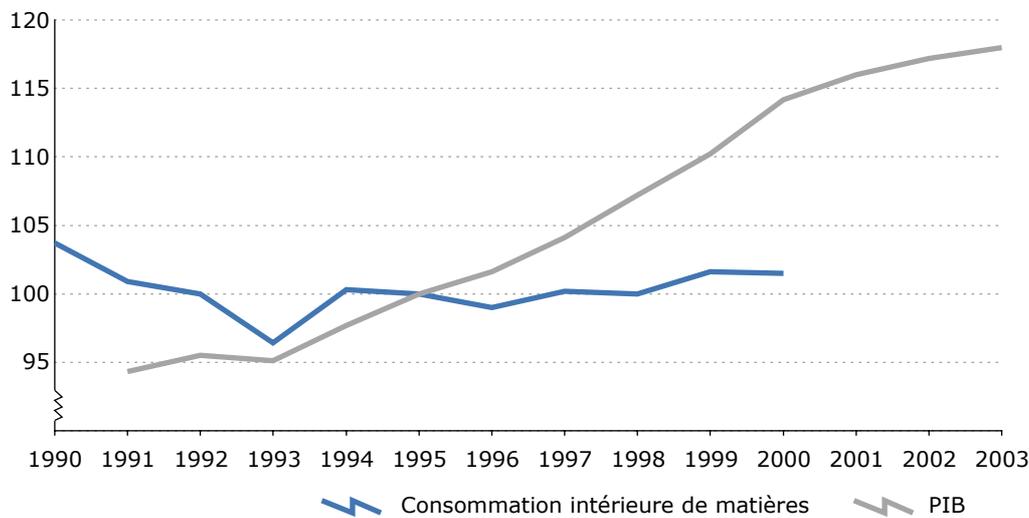
1

**Consommation intérieure brute d'énergie**

En Mio tep



**Consommation intérieure de matières et PIB à prix constants dans l'UE-15**  
1995 = 100



### Modes de production et de consommation — Une nouvelle voie vers une économie éco-efficace

L'objectif d'une production et d'une consommation durables est de découpler l'exploitation des ressources et la pollution de l'environnement de la croissance du PIB. C'est possible en utilisant plus efficacement les ressources naturelles, de façon à créer plus avec moins, et en demandant aux principaux acteurs comme les entreprises, les pouvoirs publics et les consommateurs de contribuer aux changements.

L'indicateur principal actuel, la consommation intérieure de matières <sup>(14)</sup> par rapport au PIB, vise à représenter les quantités de matières consommées par les pays de l'UE, mais montre cependant quelques défauts d'ordre méthodologique. Cet indicateur est étroitement lié aux évolutions dans les thèmes sur le développement économique, sur les changements climatiques et l'énergie, sur la gestion des ressources naturelles, sur les transports et sur le partenariat planétaire.

La consommation intérieure de matières a diminué durant les années 1990-1993 en raison de la faiblesse de la croissance économique dans l'UE et de la restructuration des industries d'Allemagne de l'Est, mais depuis elle s'est stabilisée, tandis que le PIB a augmenté régulièrement. Cet indicateur révèle un découplage re-

latif, mais pas absolu, des pressions environnementales et de la croissance économique, reflétant le déclin relatif de l'activité manufacturière et l'essor des services dans l'économie de l'UE. L'indicateur ne comprend cependant pas la consommation de ressources naturelles utilisées pour produire les biens importés de pays hors UE.

L'analyse de l'éco-efficacité, des modes de consommation, de l'agriculture et de la responsabilité sociale des entreprises décrit en outre les contributions des différents secteurs et acteurs, mais souligne également les interactions entre les dimensions internes et externes du développement durable.

### Gestion des ressources naturelles — Endiguer le déclin de la biodiversité

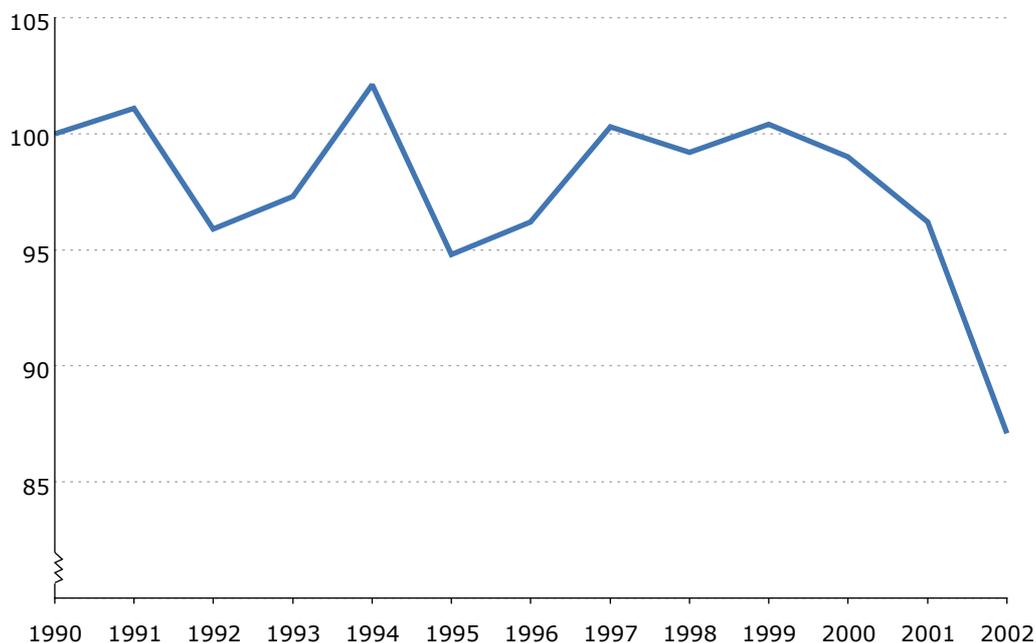
La destruction et la fragmentation des écosystèmes résultent généralement de changements dans l'utilisation des sols, de l'activité agricole ou forestière, du développement des infrastructures de transport et de l'urbanisation. D'autres menaces sont dues au changement des conditions environnementales, à la surexploitation des ressources et à la pollution. Ces facteurs affaiblissent ou excèdent la capacité de résistance des écosystèmes et peuvent conduire à des pertes économiques et sociales

<sup>(14)</sup> L'indicateur «Consommation intérieure de matières» présente la quantité de matières consommée par les pays de l'UE. La consommation intérieure de matières équivaut à l'apport intérieur de matières (AIM, c'est-à-dire les extractions intérieures plus les importations extra-UE) moins les exportations extra-UE.



### Population d'oiseaux sauvages dans l'UE – Espèces agricoles

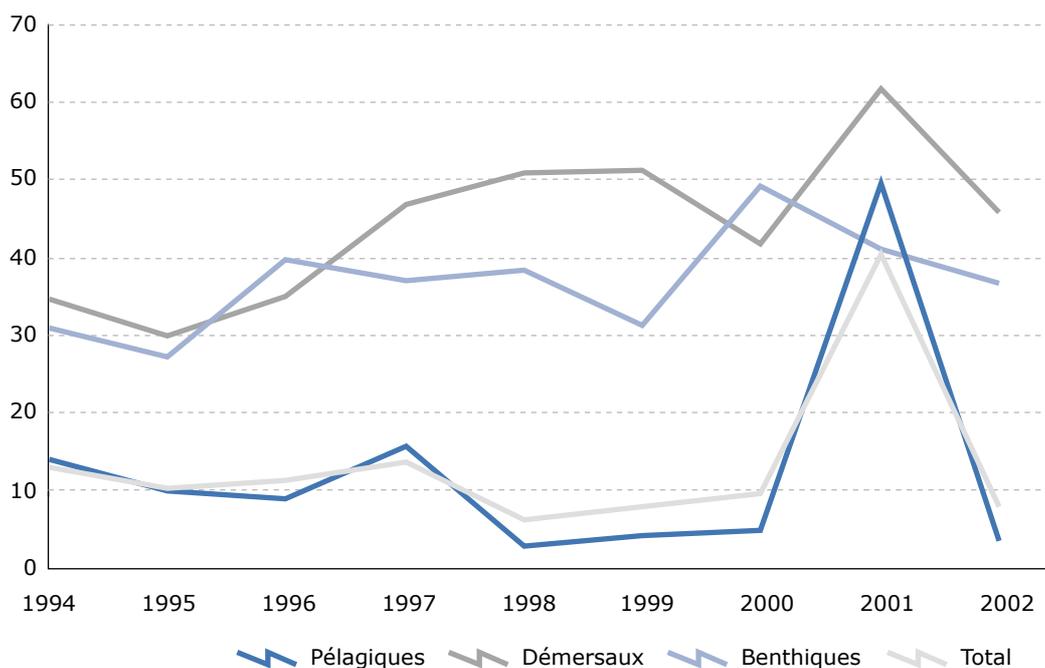
1990 = 100



Sources: Royal Society for the Protection of Birds, European Bird Census Council et Birdlife International.

### Captures de poissons en dehors des LSB dans l'Atlantique du Nord-Est

En %



La valeur pour «Industriels» égale 0 pour toutes les années.

Source: DG Pêche de la Commission européenne.

considérables en raison de possibilités réduites de profiter de la nature.

L'objectif de développement durable de l'UE est d'endiguer le déclin dans la perte de biodiversité d'ici à 2010. Comme il est difficile de mesurer la biodiversité à l'aide d'un seul indicateur, les statisticiens ont suggéré d'utiliser la « population d'oiseaux sauvages» <sup>(15)</sup> comme indicateur principal pour l'environnement terrestre. L'idée de base qui a dicté ce choix est que la population des oiseaux peut contribuer à mesurer l'état de santé de l'environnement et le caractère durable des activités humaines. Cet indicateur montre une détérioration des conditions écologiques pour les oiseaux nicheurs.

L'UE s'est également fixé un objectif pour la protection des ressources piscicoles: endiguer le déclin des stocks de poissons d'ici à 2015. Le deuxième indicateur principal pour la gestion des ressources naturelles, les captures de poissons prélevés des stocks qui sont considérés comme étant hors des limites de sécurité biologique (LSB) <sup>(16)</sup>, montre que, en 2002, 8 % des

captures dans l'Atlantique du Nord-Est ont été hors des LSB et ne sont donc pas durables.

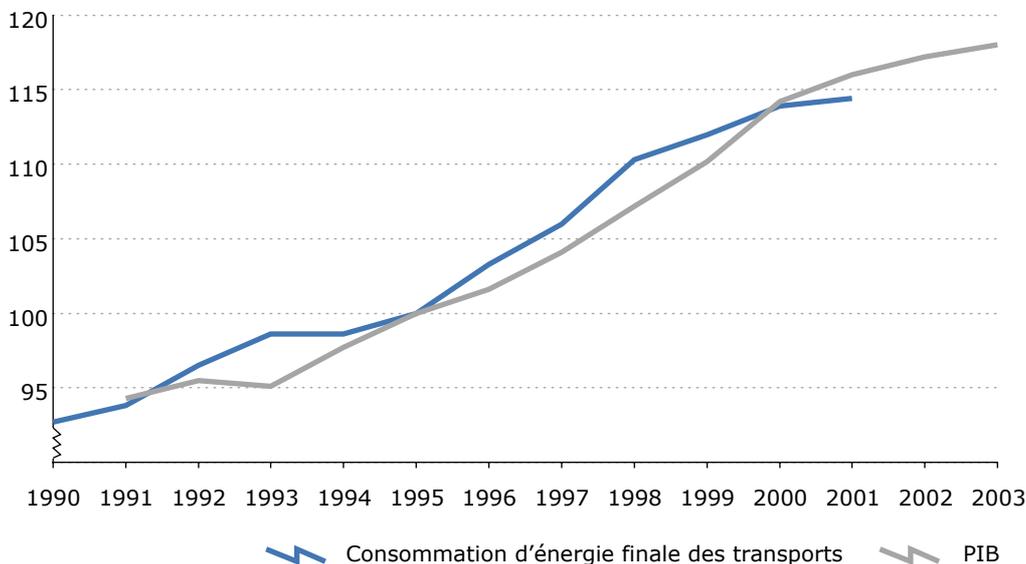
Les changements intervenus dans les écosystèmes terrestres et aquatiques sont dus à des développements socio-économiques et environnementaux complexes et sont donc étroitement liés aux thèmes sur le développement économique, sur les changements climatiques et l'énergie, sur les modes de production et de consommation, sur les transports et sur le partenariat planétaire.

### Transports – Découpler et restructurer

Les transports jouent un rôle important dans l'accès aux services communautaires et au développement économique sain, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. La croissance des transports est néanmoins l'un des principaux facteurs qui contribuent à la congestion, à la pollution de l'air, au bruit et à la fragmentation de l'écosystème, qui sont néfastes pour la santé humaine et l'état de l'environnement.

#### Consommation d'énergie finale des transports dans l'UE-15 par rapport au PIB en prix constants

1995 = 100



<sup>(15)</sup> L'indicateur est défini comme l'indice de la population des oiseaux sauvages pour 23 espèces des champs mesuré dans 11 pays de l'UE (Belgique, Danemark, Allemagne, Espagne, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Autriche, Suède et Royaume-Uni). Cet indicateur a été préparé par la Royal Society for the Protection of Birds, l'European Bird Census Council et Birdlife International et est actuellement examiné par Eurostat. Les séries chronologiques sur les populations d'oiseaux des bois et des zones humides sont également maintenues, mais nécessitent encore des améliorations méthodologiques.

<sup>(16)</sup> Cet indicateur a trait aux captures d'un certain nombre de stocks qui ont été évalués comme étant hors des LSB. D'une manière générale, on considère qu'un stock est à l'intérieur des LSB si sa biomasse actuelle est supérieure à la valeur correspondant à une approche prudente préconisée par le Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM).



Le découplage de la croissance des transports et de celle du PIB est un objectif essentiel de la stratégie de développement durable. En raison de ses implications économiques et matérielles, il est lié au développement économique, aux changements climatiques et à l'énergie, aux modes de production et de consommation et à la gestion des ressources naturelles.

Il est actuellement difficile de construire un indicateur robuste montrant la croissance des transports qui, idéalement, présenterait l'évolution du nombre de kilomètres-véhicules par rapport au PIB. L'indicateur de remplacement, la consommation d'énergie des transports <sup>(17)</sup> par rapport au PIB, montre indirectement l'augmentation du volume des transports et illustre que, en dépit de l'accroissement de l'efficacité des nouveaux véhicules sur le plan de la consommation de carburant, l'utilisation d'énergie par les transports a augmenté de 14,4 % dans l'UE-15 depuis 1995, tandis que, dans le même temps, le PIB augmentait de 16,0 %. Ces chiffres montrent qu'aucun découplage significatif n'a été réalisé.

D'autres analyses ont trait à la croissance des transports et à l'impact des transports sur l'en-

vironnement, qui sont liés à l'amélioration de la mobilité et à l'évolution des conditions socio-économiques, environnementales et de santé.

### Bonne gouvernance – L'accent sur les citoyens et la cohérence des politiques

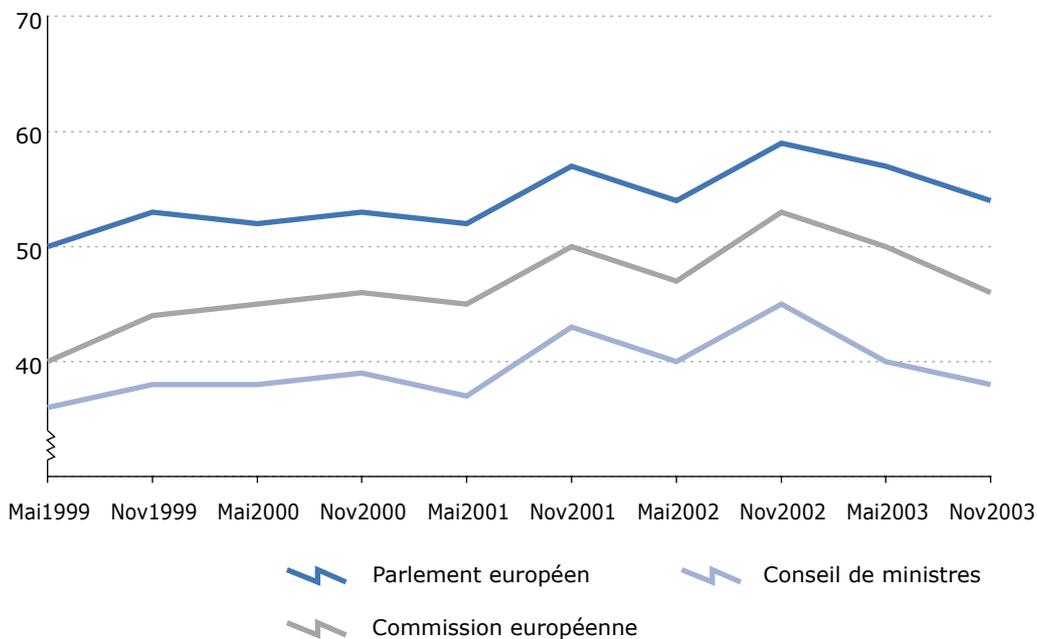
Des institutions modernes, ouvertes et orientées vers le citoyen sont considérées comme essentielles pour l'Union européenne. L'amélioration de la cohérence des politiques, une meilleure information, une large participation et un leadership fort sont les propositions pour le développement durable de l'UE.

L'indicateur principal, la confiance des citoyens dans les institutions de l'UE <sup>(18)</sup>, est tiré du sondage d'opinion Eurobaromètre organisé deux fois par an par la Commission européenne. Au cours des cinq dernières années, la confiance des citoyens dans les institutions de l'UE a augmenté de 5 à 10 %.

La cohérence des politiques et la participation sont des conditions préalables essentielles pour la promotion du développement durable dans l'UE.

#### La confiance des citoyens dans les institutions de l'UE

En %



<sup>(17)</sup> L'indicateur est exprimé comme la consommation d'énergie par l'ensemble des modes de transport, c'est-à-dire les transports ferroviaire, routier, aérien et par voies navigables intérieures (consommation d'énergie finale) et les soutes marines.

<sup>(18)</sup> L'indicateur est défini comme la part de la population qui tend à faire confiance au Parlement européen, à la Commission européenne et au Conseil des ministres.

## Partenariat planétaire — Vers de nouveaux modes de coopération

Les interdépendances et interactions entre les pays ont considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies. En 2000, au sommet du millénaire, l'Union, comme d'autres nations, a reconnu sa responsabilité planétaire pour des actions concertées conduisant à un monde meilleur. L'UE s'est engagée à jouer un rôle directeur dans la poursuite d'un développement planétaire durable.

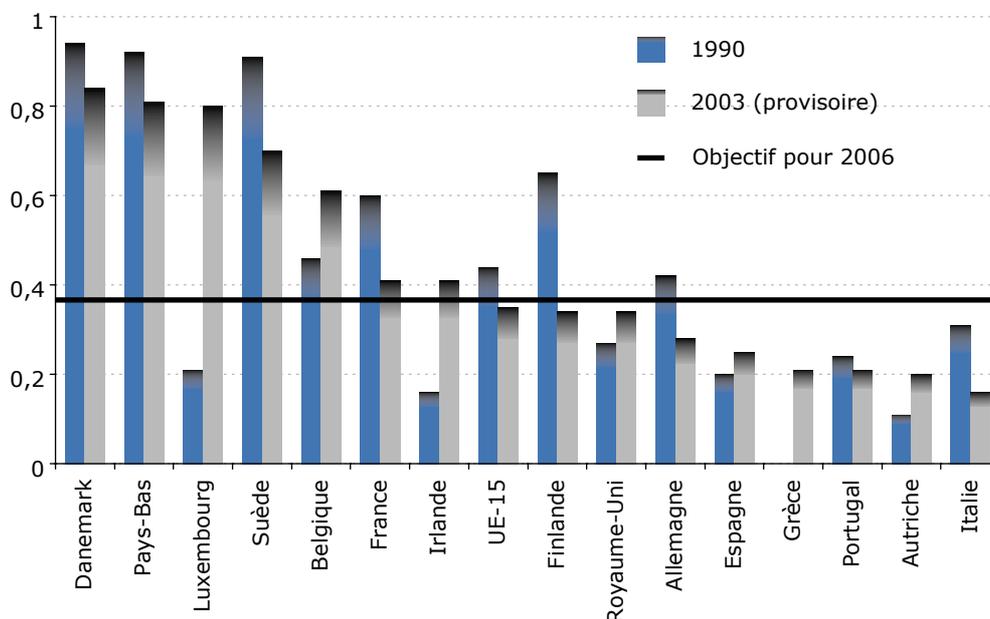
Ce thème se réfère à six priorités <sup>(19)</sup>, dont l'objectif principal pour la priorité «Financement du développement durable» est d'aider les pays en développement à recevoir le financement nécessaire pour atteindre les cibles de développement du millénaire. L'objectif de l'UE est d'atteindre la cible des Nations unies de 0,7 % du revenu national brut (RNB) pour l'aide au développement officielle (ADO). Les États membres qui ont pris du retard par rap-

port à cet objectif sont invités à accroître leur ADO à 0,33 % au moins d'ici à 2006, de sorte que, collectivement, l'UE atteigne une moyenne de 0,39 % pour 2006. En 2002, la moyenne de l'UE était de 0,35 % et bien au-dessus de la moyenne de 0,23 % dans les pays donateurs. Néanmoins, la majorité des pays de l'UE étaient encore en dessous de l'objectif de 0,39 %.

D'autres analyses se concentrent sur la mondialisation du commerce, le financement du développement et la gestion des ressources. Ces domaines sont imbriqués, en particulier, avec le développement économique et les modes de production et de consommation. En outre, les interdépendances étroites entre l'UE et les pays en développement imposent également de nouvelles exigences pour assurer que les tendances actuelles en ce qui concerne la perte de ressources environnementales soient effectivement inversées aux niveaux national et mondial d'ici à 2015.

### Aide officielle au développement rapportée au revenu national brut

En %



<sup>(19)</sup> Les six priorités sont: la maîtrise de la mondialisation, la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement social, la gestion durable des ressources naturelles et environnementales, la cohérence des politiques de l'UE, l'amélioration de la gouvernance à tous les niveaux et le financement du développement durable.